



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2018-11-1 / 2018-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Le 1^{er} novembre.

Expulsés d'Angola : le Kasai fait face à une situation humanitaire alarmante, alerte Oxfam. Dans un communiqué publié mercredi 31 octobre, l'ONG Oxfam indique que la région du Kasai fait face depuis l'arrivée des centaines de milliers de Congolais expulsés d'Angola à une situation humanitaire alarmante. Une des plus pauvres de la RDC, la zone est déjà affectée par un taux élevé de malnutrition, une épidémie de choléra et des conflits latents, souligne Oxfam. La modique intervention des communautés locales ne parvient pas à soulager les multiples souffrances que connaissent ces expulsés. « Des familles qui hébergent jusqu'à 30 personnes rentrées d'Angola, alors qu'au sein du foyer ils ont des enfants qui souffrent de malnutrition sévère. » Oxfam signale par ailleurs que cet afflux massif de personnes au milieu de la saison des pluies pose des risques majeurs sur le plan sanitaire, dans une région déjà touchée par une épidémie de choléra et où l'eau potable et des installations d'hygiène décentes sont rares. A cela s'ajoute la menace supplémentaire d'une résurgence des violences, car le Kasai est toujours extrêmement fragile après le conflit de 2016. Avec l'afflux de ces personnes et la pression que cela provoque sur des ressources déjà limitées, les tensions intercommunautaires risquent de resurgir. Pour sa part, le CICR renseigne que 50 000 personnes se trouvent actuellement bloquées et sans ressources dans les environs de la ville frontière de Kamako, Province du Kasai, après avoir été expulsées d'Angola.

La Ceni et la Cour constitutionnelle, des institutions « contrôlées », selon le GEC. Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), une institution rattachée à l'Université de New York, estime dans son rapport publié ce jeudi 1er novembre que la Ceni et la Cour constitutionnelle de la RDC sont des institutions contrôlées par le pouvoir politique. Une appréciation qui démontre la méconnaissance de la nature de ces deux institutions, répond Alain Atundu, porte-parole de la Majorité Présidentielle. Pour le Groupe d'étude sur le Congo, « la faiblesse de la Ceni et de la Cour constitutionnelle provient en grande partie de la capacité de la Présidence de la République à contrôler, coopter ou diviser les différentes forces politiques et sociales qui devraient servir de contrepoids ». Ce groupe cite notamment l'opposition, la société civile ou les organisations professionnelles telles que le Conseil supérieur de la magistrature. GEC explique que « la mainmise sur les institutions chargées d'assurer la transparence du processus électoral rend quasi inopérants les garde-fous existants dans les différents textes qui régissent ces institutions ».

Beni : des leaders des associations féminines sensibilisent sur Ebola. Le collectif des associations féminines dans la ville de Beni a sensibilisé, mercredi 31 octobre, les femmes et leaders communautaires sur la maladie à virus Ebola. D'après Mme Dyna Masika Yalala, membre de cette structure, cette sensibilisation avait pour but de transmettre la "vraie information" aux femmes et leaders des associations féminines afin qu'à leur tour, ces dernières deviennent des sensibilisatrices dans leurs milieux respectifs.

L'ONU recense 623 violations des droits de l'homme en septembre. Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH) a documenté 623 violations des droits de l'homme durant le mois de septembre 2018 sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ces chiffres sont attribuables, pour 52% aux agents de l'Etat, et pour 48% aux groupes armés. Comparé aux mois précédents, il se dégage donc une tendance à la hausse, a souligné Abdoul Aziz Thioye. « Une hausse significative du nombre d'atteintes attribuables a été documentée ce mois-ci, principalement due à un activisme accru des combattants Twiganeros et Gominowo au Sud-Kivu, des Nyatura au Nord-Kivu ainsi que de la LRA dans les provinces du Haut et du Bas-Uélé... ». « La proportion entre les violations perpétrées par les agents de l'Etat sur l'ensemble du territoire de la RDC et les atteintes par les groupes armés est de 52% pour les agents de l'Etat dont les exécutions extrajudiciaires et d'au moins 25 personnes, tandis que les groupes armés sont responsables de 48% dont les exécutions sommaires d'au moins 67 personnes », a-t-il précisé. Le BCNUDH signale que 84 femmes, 16 filles et 1 garçon qui ont été victimes de violences sexuelles liées aux conflits.

Plus de 5 millions des comptes-épargnes ouverts en huit ans. Le gouverneur de la Banque Centrale du Congo (BCC) a noté des avancées pour l'épargne lors de la célébration de la huitième journée internationale de l'épargne le 31 octobre. « Les enfants sont de plus en plus sensibilisés au point de s'approprier cette culture de l'épargne, poussant leurs parents à leur ouvrir des comptes auprès des institutions financières. Durant huit ans, plus de 5 millions cinq cent mille comptes ont été ouverts et le volume de l'épargne collectée a presque doublé », a déclaré le gouverneur de la Banque Centrale du Congo, Deo Gracias Mutombo Mwana Nyembo. Cependant, la précarité des revenus dans le pays, l'insuffisance des infrastructures et la méfiance d'une partie de la population vis-à-vis des institutions financières restent des défis majeurs à relever pour pousser plus des gens à épargner.

Kinshasa : l'ACGT acquiert de nouveaux équipements. L'Agence Congolaise des Grands Travaux, ACGT, a présenté une centaine d'équipements techniques, mercredi 31 octobre à Kinshasa. Il s'agit des équipements pour les études topographiques, géostratégiques et des chaussées. Selon Muhunhu Alembé, responsable de la direction des études et développement à l'ACGT, pendant très longtemps, le pays ne s'était plus doté de tels équipements. Ces équipements vont servir dans les projets de construction et de réhabilitation des routes.

La Cenco dénonce les conditions inhumaines d'expulsions des Congolais d'Angola. « Des milliers d'enfants, femmes, personnes âgées, malades, personnes vivant avec handicap, hommes et femmes valides... sont débarqués indistinctement comme de vulgaires marchandises, jour après jour, sur le sol congolais dans des zones de grande précarité où il n'y a pas de capacités d'accueil suffisantes pouvant leur permettre de recouvrer un minimum de dignité... », dénonce le communiqué de la Cenco. Au 27 octobre 2018, indiquent les évêques catholiques, les statistiques des services de Caritas Congo ASBL renseignent que 508 505 personnes sont arrivées en territoire congolais sans que les mouvements soient près de s'arrêter. Beaucoup de personnes expulsées déclarent avoir fait l'objet des brutalités et de graves violations des droits humains de la part des forces de l'ordre angolaises, rapporte le communiqué. Les évêques demandent au gouvernement congolais d'engager "un dialogue franc et sincère avec le gouvernement angolais afin que le retour des congolais en situation irrégulière soit organisé et se fasse dans des conditions qui respectent leur dignité, conformément au droit humanitaire international auquel les deux pays ont souscrit en tant que membres des Nations Unies". La Cenco recommande aussi à l'exécutif congolais d'organiser la réinstallation et la réinsertion socio-économique des personnes qui rentrent afin de préserver la paix et la quiétude nécessaire au bon déroulement du processus électoral.

Lualaba : 2745 expulsés d'Angola sont sans assistance à Kapanga. Deux mille sept cents quarante-cinq Congolais refoulés d'Angola soit près de 900 familles sont enregistrés dans le territoire de Kapanga dans la province du Lualaba et sont sans assistance. Depuis environ deux semaines, différents villages du territoire de Kapanga dans la province du Lualaba hébergent ces Congolais refoulés de l'Angola. Ces refoulés vivent dans des conditions déplorables, affirme Muland Kamand, secrétaire de l'ONG Sadri. Il précise qu'aucune structure n'est arrivée sur place pour leur prise en charge. Le village de Musumba est celui qui accueille la majorité des refoulés. Certains refoulés sont dans des familles d'accueil, d'autres passent la nuit dans des salles de classe et dans des églises.

Election en RDC : Joseph Kabila préside une réunion sur l'évaluation du processus électoral. Le Président Joseph Kabila a présidé mercredi 31 octobre, à la cité de l'Union africaine, une réunion d'évaluation du processus électoral en

RDC. Certains ministres de l'exécutif central, le président de la Commission électorale nationale indépendante, la cheffe de la Monusco et certaines organisations impliquées dans l'organisation des élections prévues au 23 décembre ont pris part à cette réunion. « Nous sommes des partenaires, nous travaillons et nous devons absolument nous concerter et échanger », a indiqué Mme Zerrougui. Le président de la Ceni a noté que les défis qui restent à relever sont sécuritaire, politique, financier et logistique.

Processus électoral: les groupes armés inquiètent les notables du Sud-Lubero. Les notables du Sud-Ouest du territoire de Lubero se disent inquiets de la présence des groupes armés qui peuvent perturber le bon déroulement du processus électoral.

Des groupes armés locaux continuent à occuper plusieurs villages des groupements Tama et Itala au Sud de Lubero. La majorité de habitants de Mbwavinywa, Pita Kongo, Kanyatshi, Bunyatenge ont trouvé refuge à Kasiki, Luofu, kayina, Kirumba et Kanyabayonga jusqu'à ce jour. Administrateur du territoire de Lubero reconnaît la situation et compte sur les services de sécurité pour voir comment assurer la sécurité des candidats et des électeurs.

Mgr Fridolin Ambongo succède à Laurent Monsengwo à l'archidiocèse de Kinshasa. Mgr Fridolin Ambongo, évêque coadjuteur de l'archidiocèse de Kinshasa a été élevé ce jeudi 1er novembre aux fonctions d'archevêque de Kinshasa. Il succède ainsi au cardinal Laurent Monsengwo Pasinya. Un communiqué du Vatican rendu public ce jeudi indique que le Pape François a accepté la démission de Laurent Cardinal Monsengwo Pasinya, archevêque de Kinshasa. Mgr Ambongo, nouvel archevêque de Kinshasa va travailler avec un évêque auxiliaire de Kinshasa en l'occurrence Mgr Edouard Kisonga.

Portrait. L'actuel vice-président de la CENCO qui a pris une part active dans les discussions ayant abouti à la signature de l'accord du 31 décembre en vue d'amener la classe politique à un accord inclusif, est né le 24 janvier 1960 à Boto. Président de la commission Justice et Paix en RD-Congo, Mgr Fridolin Ambongo a aussi dirigé la Commission épiscopale pour les ressources naturelles de l'épiscopat. Il fait partie des voix qui pèsent fortement dans l'épiscopat congolais et se fait remarquer par son franc-parler. Entré dans l'Ordre des Capucins le 12 novembre 1980, ce spécialiste en théologie morale de l'Académie Alfonsiana a été professeur aux Facultés catholique de Kinshasa, aujourd'hui Université catholique du Congo (UCC), supérieur et vice-provincial de la province capucine congolaise, président de l'Assemblée des supérieurs majeurs de la République démocratique du Congo (Asuma). Il a aussi été président des associations régionales des capucins d'Afrique et du comité "Cri du pauvre" des Capucins à Rome. Ordonné prêtre à l'âge de 28 ans chez les capucins, Mgr Ambongo était depuis 2004 évêque de Bokungu-Ikela, dans le nord du pays.

Francine Muyumba plaide pour l'implication de la jeunesse dans la lutte contre la corruption. Francine Muyumba, présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse, a plaidé dans un message lancé ce jeudi 1er novembre à l'occasion de la journée africaine de la jeunesse, pour l'implication des jeunes dans la lutte contre la corruption. « La jeunesse africaine est l'espoir du continent et peut jouer un rôle-clé dans la lutte contre la corruption. Lorsque la corruption se produit, elle affecte de nombreux aspects de la vie quotidienne des personnes. Les initiatives de lutte contre la corruption sont à encourager. Quand les jeunes tolèrent la corruption, l'avenir du continent est affaibli car la corruption détruit la confiance dans les institutions de tout un continent. Aujourd'hui, au nom de la Jeunesse africaine, nous appelons également nos dirigeants à servir d'exemple de la tolérance zéro face à la corruption pour encourager les jeunes à s'opposer à cette pratique », a recommandé Francine Muyumba. Elle demande aussi aux décideurs de créer des conditions d'émergence des jeunes.

Vendredi 2 novembre.

Nord-Kivu : paralysie d'activités commerciales à Mangurejipa. Les opérateurs économiques à Mangurejipa dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) observent depuis quatre jours une grève pour protester contre les arrestations arbitraires opérées par les services de sécurité, ont indiqué jeudi 1er novembre des sources locales. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) /Mangurejipa conditionne la levée de la grève par le départ du chef de poste du service des renseignements et du commandant T2 de Mangurejipa. Ces deux responsables seraient à la base de plusieurs arrestations des opérateurs économiques de la place, selon des sources locales. Ils commettraient aussi beaucoup d'abus à l'encontre des opérateurs économiques, dont des arrestations arbitraires suivi d'amendes exorbitantes. Le cas récent d'arrestation est celui d'un commerçant accusé, la semaine dernière, d'avoir entretenu une milice dans sa ferme, disent les mêmes sources. Mais après vérification, il ne s'agirait que d'allégations. Depuis lundi dernier, magasins, boutiques, comptoirs miniers sont restés fermés à Mangurejipa, chef-lieu du secteur des Bapere, environ 100km à l'Ouest de Butembo.

JED répertorie 121 cas de violations des droits d'informer et d'être informé en 2018. L'ONG Journaliste en danger (JED) a documenté 121 divers cas de violations des droits d'informer et d'être informé dans son rapport 2018 publié jeudi 1er novembre et intitulé dans son rapport de 2018 intitulé « journalistes et médias sous pression : les élections de tous les dangers ». JED attribue majoritairement ces atteintes à la liberté de la presse aux personnes détentrices d'une parcelle de pouvoir public, et qui abusent ainsi de leur position, en toute illégalité et en toute impunité. « Il faut d'abord permettre que

les journalistes puissent être à mesure d'accéder à toutes les sources d'information. Et là nous déplorons le fait qu'à ce jour le projet de loi d'accès à l'information traîne encore au niveau de l'Assemblée nationale. C'est une loi importante qui aurait pu permettre aux journalistes pendant cette période de contribuer à la transparence des élections ».

« **Le cardinal Monsengwo restera une icône de la RDC** », affirme le député Lokondo. « Il a marqué l'histoire du pays dans l'accomplissement de sa mission prophétique. A chaque fois qu'il parle, il est écouté. Il a démontré qu'il est un homme réfléchi, mesuré. Il restera un grand esprit chrétien. C'est pour lui maintenant le temps de se reposer. Il sera toujours là pour nous apporter la lumière pour suivre le bon chemin », a affirmé M. Lokondo, député national. La cérémonie de prise de possession canonique pour Mgr Fridolin Ambongo aura lieu en la solennité du Christ Roi de l'univers qui sera célébrée le dimanche 25 novembre 2018 à la cathédrale Notre Dame du Congo de Kinshasa.

Election en RDC : le candidat Shekomba hésitant sur l'usage de la machine à voter le 23 décembre. Alain-Daniel Shekomba, candidat à l'élection présidentielle se dit "pas totalement satisfait" sur l'usage de la machine à voter pendant les élections de décembre 2018. Il a échangé jeudi 1er novembre à Kinshasa avec les experts de la Commission électorale nationale indépendante sur différentes fonctionnalités de cette machine. Ce candidat à l'élection présidentielle propose à la Ceni d'utiliser la machine juste pour visualiser les numéros, les noms et la photo du candidat. Ensuite remplir le bulletin manuellement. La Ceni estime que cette proposition est pertinente mais viole la loi, a déclaré le président de la Ceni.

« **Il n'y aura aucune présence militaire dans les bureaux de vote le 23 décembre** », affirme le vice-ministre de la **Coopération internationale**. Freddy Kita, le vice-ministre de la Coopération internationale, réagissait ainsi aux inquiétudes de certains acteurs politiques, des ONG et de la société civile sur les matériels militaires mis à la disposition de la Ceni : «Les engins que le gouvernement a mis à la disposition de la Ceni vont permettre à ce que le matériel de la Ceni arrive à destination».

Sort réservé aux clients de la Coopérative Imara: le député Munobo interpelle le gouverneur de la BCC. Le député national Juvénal Munobo invite le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC) à éclairer les députés nationaux sur le sort à réserver aux clients ayant investi leur argent dans la Coopérative Imara depuis sa faillite en 2014. Il a introduit vendredi 1er novembre une question orale avec débat au bureau de l'Assemblée nationale. L'élu du Nord-Kivu déplore le fait que plus de 20 000 Congolais qui ont mis leur argent dans cette coopérative n'ont jamais récupéré leur capital. Le député rappelle que la Banque centrale avait nommé une équipe pour redresser la situation de cette coopérative, mais aucun rapport de travail de cette équipe n'a été donné à ce jour, constate le député.

Bukavu : 5 morts et 26 maisons cambriolées en deux semaines à Bagira. Cinq personnes ont été tuées et 26 maisons cambriolées par des hommes armés, des biens emportés, les deux dernières semaines du mois d'octobre dans les quartiers Cikonyi, Kanoshe et Mulambule dans la commune de Bagira à Bukavu. La société civile de Bagira, qui a publié son rapport-bilan vendredi 2 novembre, indique qu'aucun dispositif sécuritaire n'est envisagé pour mettre fin à ces menaces des hommes en armes qui attaquent chaque jour la population.

Beni : marche pacifique des enseignants contre l'insécurité. Les syndicats des enseignants ont organisé vendredi 2 novembre dans la ville de Beni (Nord-Kivu) une marche pacifique pour dénoncer l'insécurité persistante, qui a un impact négatif sur l'éducation des enfants dans cette région. Ces enseignants disent avoir constaté « les limites des Fardc et de la Monusco dans leurs opérations contre les rebelles des ADF » et plaident pour le déploiement d'une force du type Artémis.

Bunia : un jeune homme kidnappé puis retrouvé dans un critique. Le président des jeunes du quartier Salongo de Bunia (Ituri), enlevé mercredi, a été retrouvé vendredi 2 novembre matin dans un état d'inconscience. Selon les familles de la victime, le suspect serait un capitaine de la police qui proférait de menaces de mort contre leur frère avant sa disparition. Ils demandent aux autorités d'ouvrir des enquêtes pour identifier les auteurs et décourager le kidnapping, qui devient récurrent à Bunia.

Kongo-Central : des ONG locales saluent l'accord sur le projet Inga 3. Cinquante-cinq représentants des organisations de la société civile du Kongo-Central disent soutenir la signature de l'accord sur le projet de construction du site hydroélectrique d'Inga 3. A l'issue d'un atelier d'analyse de ce texte, jeudi 1er octobre à Boma, ils ont appelé toutes les parties à se mettre ensemble pour la matérialisation de ce projet bénéfique pour le Kongo-Central et la RDC.n« Le courant D'Inga 3, c'est pour l'exportation. Le Congo va vendre de l'énergie. Mais, quand on va construire Inga 3, on va automatiquement réhabiliter Inga 1 et 2, pour nos besoins domestiques. L'accord reconnaît cela », a affirmé le Coordonnateur du Centre pour la promotion et l'éducation des communautés (CEPECO).

Pollution à Kinshasa : le professeur Makengo redoute la déficience intellectuelle chez les enfants. Une étude menée en deux ans sur la pollution atmosphérique liées aux activités humaines dans les villes de Kinshasa et de Lubumbashi révèle que « la poussière produite par divers déchets, les vapeurs des industries chimiques et extractives, les tuyaux d'échappement des véhicules et l'inexistence de réseaux d'assainissement des eaux usées sont à la base des maladies respiratoires et autres complications au niveau du système d'excrétion », a déclaré vendredi 2 novembre Hubert Makengo, professeur à la faculté Polyethnique de l'Université de Kinshasa. Lors de la présentation des résultats de cette recherche à Kinshasa, Hubert Makengo a noté également les odeurs nauséabondes des déchets des marchés, les vapeurs des industries chimiques et extractives, sans oublier les bruits que produisent les débits de boissons et les sectes religieuses qui peuvent avoir un impact négatif sur l'intelligence des enfants. A cela, il faut ajouter l'utilisation du bois de chauffe.

525 policiers recyclés pour protéger les candidats à la présidentielle. Le commissaire général de la Police nationale congolaise (PNC), Amuli Dieudonné, a présenté vendredi 2 novembre à Kinshasa 525 policiers recyclés pour la protection des candidats à l'élection présidentielle du 23 décembre 2018. D'après lui, chaque candidat aura 25 policiers pour sa sécurité personnelle. Les éléments de la PNC doivent se montrer exemplaires partout où ils sont détachés.

Crimes et atteintes envers les journalistes : « La RDC reste le pays d'Afrique sub-saharienne où sont enregistrées le plus grand nombre d'atteintes à la liberté de la presse », selon l'organisation Journalistes en danger (JED) qui publie son rapport annuel. **De la menace à la mort, la triste réalité du journalisme en RDC.** Ces 15 dernières années, 12 professionnels des médias ont été assassinés dans le pays, le dernier en 2015, sans que les véritables auteurs de ces crimes ne soient inquiétés. Une « culture de l'impunité » qui, selon Tshivis Tshivuadi, secrétaire général de l'organisation, « tue la liberté de la presse ». En 2018 encore, l'organisation a recensé 121 cas de journalistes interpellés, arrêtés, menacés ou encore victimes de censure. Le même chiffre qu'en 2017, selon ce rapport baptisé « Les élections de tous les dangers pour les journalistes ». Quelque 54 journalistes ont été, à un moment donné, privés de libertés en RDC en 2018. Un chiffre quasiment stable comparé à l'an passé mais avec une évolution notable : les cas de détention de plus de 48 heures ont doublé, 15 contre sept recensés l'an passé. Parmi eux, un seul journaliste, Tharcisse Zengia, du journal satirique Le Grognon, est actuellement détenu dans une affaire de diffamation. Viennent ensuite les pressions ou censures : 37 cas recensés ; puis les menaces et les agressions : 30 cas cette année. En première ligne, selon JED, on trouve les journalistes couvrant les manifestations de la société civile et de l'opposition, régulièrement interpellés, privés de leur matériel ou « passés à tabac » selon ce rapport qui revient également sur le cas de trois journalistes de la télévision publique « révoqués » selon JED pour avoir « tenté de diffuser » un reportage sur une marche hostile au pouvoir. L'organisation déplore également la tendance des autorités à couper l'Internet et les services de messagerie lors de ces manifestations. **La « crise » en RDC génère de la pression sur les médias.** Les journalistes d'investigation ne sont pas épargnés. Un exemple : celui de ces deux documentaristes contraints, toujours selon JED, « de vivre en clandestinité après la diffusion de témoignages de personnes expropriées d'un terrain revendiqué par le chef de l'Etat ». Cette année encore, selon JED les services de sécurité, police, armée et agence nationale de renseignements sont responsables de 44% des cas de violations recensés. Pour JED, la « crise » dans laquelle se trouve plongée la RDC depuis 2016, suite aux différents reports de l'élection présidentielle désormais prévue en décembre, accentue la pression sur les journalistes. L'organisation déplore enfin que deux projets de loi, l'un sur l'accès à l'information et l'autre sur la liberté de la presse, soient bloqués à l'Assemblée nationale depuis 2015 et que « par manque de volonté politique », la RDC s'appuie toujours sur une législation « répressive » adoptée en 1996 du temps de Mobutu. Une loi qui « fait référence au Code pénal » et « prévoit des peines de prison et de fortes amendes pour l'injure et la diffamation », au point selon JED « d'anéantir par exemple toute possibilité pour les journalistes de dénoncer des tentatives de fraudes ». (RFI)

Samedi 3 novembre.

121 cas d'atteinte à la liberté de la presse répertoriés (JED). Cent vingt et un cas d'atteinte à la liberté de la presse ont été documentés en 2018, dont un emprisonnement, a révélé l'ONG Journaliste en danger (JED). Dans son rapport publié vendredi 2 novembre à Kinshasa, cette organisation de défense des droits des journalistes indique que cinquante-quatre cas d'arrestations ou interpellations ont également été notifiés. Selon JED, au moins 30 cas d'agression physique et de menace directe ou indirecte et 37 cas de censure ou de pressions diverses ont également été documentés en 2018. Pour le secrétaire général de JED, Tshivis Tshivuadi, certaines personnes abusent de leurs positions pour commettre toute sorte d'abus et d'atteintes aux droits et libertés des autres. « Nous nous sommes rendus compte que l'un des maux, sinon le principal dont souffre notre pays surtout en matière des droits de l'homme, c'est l'impunité dont jouissent certaines personnes identifiables », a dénoncé Tshivis Tshivuadi. Pour lui, le climat général du travail des journalistes ne s'est guère amélioré au cours de l'année 2018. « La perspective de l'élection présidentielle prévue le 23 décembre dans un contexte de vive tension politique accroît un peu plus les menaces qui pèsent sur les professionnels de l'information, si aucune mesure n'est prise pour faire respecter la liberté de la presse et renforcer la sécurité des journalistes », a prévenu Tshivis Tshivuadi. Le rapport de 2018 de JED est intitulé : « Journalistes et Médias sous pression : les élections de tous les dangers. »

Processus électoral en RDC : le FCC appelle la communauté internationale « à jouer un rôle positif ». Le Front commun pour le Congo (FCC) appelle la communauté internationale « à jouer un rôle positif » dans le processus électoral en RDC. Le coordonnateur de cette plateforme politique, Néhémie Mwilanya a indiqué : « Pendant trois ans, nous avons capté comme message de la part de la communauté internationale qu'elle tenait à la stabilité de la RDC, qui passait par la tenue des élections. Quoi de plus normal que nous lui lancions cet appel pour qu'elle soit cohérente en soutenant ce processus », a indiqué Néhémie Mwilanya. Il a aussi invité la communauté internationale à respecter le droit à l'autodétermination du peuple congolais et à éviter des combats d'arrière-garde qui jetteraient un discrédit au processus électoral en cours.

Assemblée nationale : le budget 2019 adopté à hauteur de 6 milliards USD. Les députés nationaux ont adopté, vendredi 2 novembre, le budget 2019 de la RDC. Il a été présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à près de six milliards de dollars américains. Les élus nationaux ont également adopté la loi sur la reddition des comptes de l'exercice 2017.

Beni : évasion d'une trentaine de miliciens après l'attaque armée de l'auditorat militaire. Le porte-parole militaire de l'opération Sokola 1, le capitaine Mak Hazukay, a annoncé, samedi 3 novembre, que des miliciens Mai-Mai ont attaqué, tôt le matin, l'auditorat militaire de Beni au Nord-Kivu. D'après lui, ces assaillants ont réussi à fuir après cette attaque avec une trentaine de détenus Mai-Mai et des rebelles ougandais des ADF.

Aucune liste d'observateurs ni de témoins transmise à la Ceni. A quelques semaines du lancement de la campagne électorale, la Commission électorale nationale indépendante dit n'avoir reçu aucune liste d'observateurs, ni de témoins des partis politiques. Son vice-président Norbert Basengezi a appelé tous les candidats députés provinciaux et nationaux « à ne pas se laisser distraire, parce que les élections auront bel et bien lieu le 23 décembre prochain. Selon lui, son institution a déjà publié et clôturé les listes des candidatures à ce scrutin, notamment la présidentielle et les législatives.

Education : les professeurs de l'Unikin poursuivent leur grève. Les professeurs de l'Université de Kinshasa poursuivent leur mouvement de grève jusqu'au 16 novembre prochain. C'est depuis lundi 8 octobre que le corps académique réuni au sein de l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (APUKIN) a repris son mouvement de grève. Cette association revendique notamment auprès du gouvernement le respect de ses engagements pris en octobre 2017, en ce qui concerne le paiement de leur salaire au taux de 1 600Fc pour 1 USD, au lieu de 920 Fc. Pour les professeurs, cette différence est un «manque-à-gagner ». Pour tenter de résoudre ce problème, des négociations ont été entamées entre le comité exécutif de l'APUKIN et le gouvernement. Une démarche que saluent les professeurs. Les professeurs vont évaluer cette situation le 16 novembre, afin de lever une option.

Nord Kivu : le virus Ebola à la base de la baisse des recettes de l'Etat, selon la DGRNK. Les recettes mensuelles de l'Etat sont passées de 150 000 USD à moins de 80 000 USD, depuis près de quatre mois, à Beni au Nord-Kivu. « Cette situation se justifie par le fait qu'en plus de l'insécurité que nous avons toujours dénoncée, il y a aussi une autre forme d'insécurité qui se présente sous forme d'épidémie. Les recettes de l'Etat connaissent une chute terrible », a déploré Tom Amuri, le chef de centre de la Direction générale des recettes de la province. Selon lui, sa Régie n'atteint plus le 1/5e de ses assignations. Il plaide pour le retour de la paix et l'éradication totale de cette maladie.

Présidentielle en RDC : le FCC publie son équipe de campagne. Le Front commun pour le Congo (FCC) a publié, samedi 3 novembre, son équipe de campagne pour la présidentielle du 23 décembre prochain. Les personnes désignées devront travailler pour faire élire le candidat de cette plateforme, Emmanuel Ramazani Shadary. Le dauphin de Joseph Kabila est lui-même coordonnateur de cette équipe scindée à deux niveaux : national et provincial. Quarante-huit cellules composent cette équipe de campagne, qui comprend chacune un coordonnateur, un adjoint et un rapporteur. Plusieurs personnalités politiques, culturelles, sportives ou encore religieuses composent l'équipe de campagne du FCC. A en croire les dirigeants du FCC cette équipe a pris en compte toutes les 26 provinces, les 145 territoires, les communautés de base, les partis politiques, regroupements politiques, ainsi que la société civile.

Dimanche 4 novembre.

Beni : 3 morts et un véhicule incendié dans une incursion des présumés ADF à Mbau. Au moins 3 personnes ont trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessées dans une incursion des présumés ADF à Mbau dans le territoire de Beni. Ces assaillants ont aussi incendié un véhicule marque Fusco. Ce bilan est encore provisoire indiquent les sources locales. D'autres sources indiquent que plusieurs boutiques et pharmacies ont été pillées par les assaillants avant de se retirer.

Tshopo : lancement de la campagne « votons utile » à Kisangani. Le bureau de coordination de la société civile forces vives a lancé samedi 3 novembre à Kisangani, la campagne « Tshopo votons utile ». Au moins cent représentants de différentes communautés de cette province ont pris part à la cérémonie marquant le début de cette sensibilisation. Selon les organisateurs, pendant 45 jours, des électeurs de la Tshopo seront sensibilisés et conscientisés pour un meilleur choix d'un candidat Président de la République et des candidats députés nationaux et provinciaux au scrutin du 23 décembre prochain. Ce bilan fourni samedi 3 novembre ne prend pas en compte l'accident de Mbuba qui s'est produit au mois d'octobre.

Beni: le chef du bureau de la Monusco dans le Grand Nord échange avec la Lucha sur la situation sécuritaire. Au cours de ces échanges, Karna Soro a rassuré ses interlocuteurs sur l'engagement des Forces de la Monusco à lutter aux côtés des Fardc pour la neutralisation des groupes armés qui sévissent dans la zone. « Je leur ai aussi expliqué que ces criminels de leur côté travaillent chaque jour à inventer des stratégies pour contourner des efforts qui sont mis en place pour les endiguer. Mais je leur ai rassuré que nous continuons à travailler avec les populations pour que ces groupes soient neutralisés », a noté Karna Soro.

Ituri : 11 personnes tuées dans les affrontements entre les Fardc et un groupe d'hommes armés à Muganga. Onze personnes dont trois militaires ont été tuées et 9 autres blessées lors des affrontements samedi 3 novembre entre les Fardc et un groupe d'hommes armés à Muganga, en territoire de Djugu (Ituri), indiquent des sources locales. Le député provincial Claver Bedidjo dénonce ces attaques à répétition contre les positions des Fardc. Il demande au gouvernement de prendre ce problème au sérieux et des donner aux Fardc des moyens conséquents pour traquer ces hommes armés.

Ebola en RDC : Jean-Pierre Lacroix et le directeur général de l'OMS attendus à Kinshasa. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix et le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus effectuent à partir de ce lundi 5 novembre une visite conjointe de près d'une semaine en RDC. « C'est une visite conjointe OMS-Maintien de la paix, centrée sur le besoin de répondre le plus rapidement possible à la nouvelle flambée d'Ebola dans l'Est du pays et d'endiguer l'épidémie pour que les populations puissent reprendre le plus rapidement possible une vie normale. Ils rencontreront ici à Kinshasa les autorités nationales, ensuite ils se rendront dans la province du Nord-Kivu, ils rencontreront également les autorités locales et provinciales ainsi que les équipes qui sont chargées de la prise en charge sanitaire des patients atteints d'Ebola. Ils vont aussi rencontrer le leadership des Nations unies en RDC et évidemment la communauté humanitaire qui est mobilisée depuis plusieurs mois maintenant afin d'endiguer cette épidémie».

Alain Atundu : « Lorsqu'on fait partie du FCC, on est à la disposition de l'autorité morale ». André-Alain Atundu Liongo, porte-parole de la MP réagissait aux interventions de certains cadres et personnalités qui se retrouvent dans l'équipe de campagne du candidat du FCC et affirment qu'ils n'ont pas été consultés. « Lorsqu'on fait partie d'une organisation comme la MP, ou lorsqu'on est une personnalité de la MP ou du FCC, on est à la disposition de l'autorité morale et de l'autorité de coordination. Si une personne n'a pas été consultée et que son nom a été cité, est-ce que ça vaut la peine de faire un remue-ménage ? S'il est de l'opposition, on peut comprendre. Nous n'avons enregistré aucune réaction négative », a réagi André-Alain Atundu.

Nord-Kivu : 5 Morts et 6 blessés dans une incursion des hommes armés à Sake. Cinq personnes ont été tuées par balles dans une incursion des bandits armés samedi 3 novembre soir dans la cité de Sake, située dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Six autres personnes ont été blessées par balles. Ces blessés ont été acheminés à l'Hôpital CEBCA/Ndosho à Goma.

Lundi 5 novembre.

RDC-Elections : les regroupements politiques tardent à finaliser leurs listes des témoins. L'accréditation des observateurs électoraux et des témoins de partis politiques doit en principe commencer dans trois jours. Mais jusqu'à ce lundi 5 novembre, beaucoup de regroupements politiques n'ont pas encore fini d'harmoniser leurs listes. A l'UNC, on se dit prêt avec les listes de témoins. Le parti de Vital Kamerhe indique qu'il ne sera pas en retard par rapport aux délais de la Ceni. Le MLC de Jean-Pierre Bemba dit s'activer dans la confection des listes. A l'UDPS, on se prépare encore pour la formation de témoins. Le camp de la majorité au pouvoir s'active également pour apprêter les listes des témoins.

Dr Jean-Laurent Takombe donne des conseils pour éviter les maladies cardiovasculaires. Le vice-président de la société congolaise de cardiologie, Dr Jean Laurent Takombe parle de la prise en charge et la prévention des maladies cardiovasculaires. « Nous devons éduquer la population. Et cette éducation ne consiste pas seulement à donner des médicaments, mais à montrer comment on peut prévenir [ces maladies] : réduire le sel, avoir des exercices physiques assez fréquemment, éviter les sucreries... », conseille le médecin.

Beni : deux Maï-Maï tués dans l'attaque de l'Etat-major des opérations Sokola I. Deux assaillants ont été tués dans l'attaque qui a eu lieu tôt ce lundi matin vers 4 heures par un groupe des Mai Mai à Paidia. Paidia est un village situé à plus ou moins 5 km à la périphérie de la ville de Beni où se trouvaient les militaires Fardc. « Il s'agit des assaillants Maï-Maï qui tentaient une incursion au quartier général du secteur opérationnel, malheureusement ils ont été vite neutralisés », a précisé le porte-parole des opérations Sokola 1, le capitaine Mak Hazukay.

Des hommes armés attaquent trois localités de Djugu. Des hommes armés non autrement identifiés ont attaqué les localités d'Utchukpa et de Muvaramu au bord du lac Albert dans le territoire de Djugu (Ituri) dimanche 4 et lundi 5 novembre. Ces deux nouvelles attaques s'ajoutent à celle de Muganga samedi dernier. Tous ces combats ont causé la mort de sept militaires et de plusieurs civils, rapportent des sources concordantes, parlant aussi de cases incendiées, des biens pillés ainsi que des mouvements de la population dans cette région.

Beni : la grève des enseignants se poursuit, malgré les appels des autorités scolaires. Près d'un mois après la suspension des activités scolaires, les gestionnaires des écoles ont appelé à une réouverture des classes ce lundi 5 novembre alors que les enseignants continuent de camper sur leur décision de grève. Les grévistes exigent notamment le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région de Beni, afin de rétablir un bon climat de travail. « La deuxième recommandation : il faut que les enseignants soient pris en charge par l'Etat, comme le parent est déjà dépourvu de tout moyen [à Beni]. Le même parent doit avoir accès à ses champs. C'est ça la sécurité ! »

Kananga : l'activisme des jeunes à Dibaya inquiète la société civile locale. Vendredi 2 novembre dernier, des jeunes armés, qui se faisaient passer pour des éléments du mouvement Kamuina Nsapu ont investi le groupement des Bakwa Kalume et tiré froidement sur le chef coutumier de ce groupement. Par ailleurs, dimanche 28 octobre, les corps sans vie du chef du groupement Bena Pela et de l'un de ses conseillers avaient été découverts dans une brousse. Cette situation inquiète la société civile. Son président provincial, Jean-René Tshimanga, a lancé un appel aux autorités pour qu'ils s'investissent dans le rétablissement de la paix dans cette partie de la province. « Nous nous approchons des élections, la paix est indispensable ».

Certains responsables de services de l'état du territoire de Dibaya, sous anonymat, parlent d'une nouvelle réorganisation de la milice Kamuina Nsapu. Une information que l'administrateur du territoire et le ministre provincial de la Sécurité rejettent.

Nord-Kivu : 10 ans après les massacres de Kiwanja, l'ONG Codhas réclame des enquêtes. Dix ans après les massacres des civils à Kiwanja, le Centre d'observation des droits de l'homme et d'assistance sociale (Codhas) demande au gouvernement congolais et à la communauté internationale de mettre sur pied une commission d'enquête indépendante. L'objectif est d'établir les responsabilités des auteurs des massacres, rendre justice et obtenir réparation pour les victimes. Entre le 4 et le 5 novembre 2008, au moins 140 personnes avaient été tuées lors des combats armés entre Maï-Maï et combattants du CNDP de Laurent Nkunda, dans la cité de Kiwanja, dans le territoire de Rutshuru. « Quand les combattants du CNDP ont occupé la cité de Kiwanja, le 29 octobre 2008, le 4 novembre, les Maï-Maï ont réussi à les chasser. Pendant ce temps les miliciens ont tué les gens, ils ont violé les femmes et ils ont aussi pillé », a rappelé Hervé Nsabimana, de CODHAS. Très tôt le matin du 5 novembre, a-t-il poursuivi, les combattants du CNDP s'étaient réorganisés et avaient lancé à leur tour une attaque sur la cité de Kiwanja, chassant les Maï-Maï. Les combattants du CNDP ont eux aussi « commis de crimes graves! Ils ont aussi pillé et enlevé d'autres personnes dans la même cité. Et ils ont opéré de 6 heures, jusque tard dans la soirée », affirme Hervé Nsabimana.

RDC : Jean-Pierre Lacroix est arrivé à Kinshasa. Le Secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé à Kinshasa, lundi 5 novembre dans l'après-midi. Sa visite s'inscrit dans le cadre d'une mission conjointe Organisation mondiale de la Santé (OMS)-Maintien de la paix, en vue de lutter contre l'épidémie à virus Ebola qui sévit dans l'Est de la RDC. Jean-Pierre Lacroix aura aussi des entretiens avec les autorités nationales et les responsables au plus haut niveau de la Mission de l'ONU en RDC à Kinshasa. Il devra aussi rencontrer des autorités locales et provinciales du Nord-Kivu et les équipes impliquées sur le terrain dans la riposte contre l'épidémie.

Campagne électorale précoce dans les médias : le CSAC promet « des sanctions exemplaires ». Selon le CSAC, plusieurs médias congolais procèdent à la campagne précoce des candidats aux élections du 23 décembre. Cette attitude est illégale, dénonce Tito Ndombi, qui rappelle que la loi électorale a prévu une période pour la campagne. Le CSAC menace de « passer à l'étape ultime », pour sanctionner tous les médias qui vont continuer à se livrer à la campagne électorale.

Mardi 6 novembre.

Meurtre des experts UN : deux prévenus et un renseignant chargé Vincent Manga. Le procès du meurtre des experts de l'ONU au Kasai a repris lundi 5 novembre à Kananga au Kasai-Central, plus de deux semaines après son interruption. A l'audience du jour, le policier Honoré Tshimanga invité comme renseignant, et arrêté à l'époque de l'insurrection, a révélé avoir été libéré sur ordre du prévenu Vincent Manga. Ce dernier est présenté, par le ministère public comme chef de la milice qui avait décidé de la mort des experts des Nations unies, Zaida Catalan et Michael Sharp. Ce policier a indiqué même s'être servi de la photo prise avec Vincent Manga pour ne pas être inquiété sur la route par d'autres miliciens [après la mort des experts de l'ONU]. Interrogé, le prévenu Bula Bula a également chargé Vincent Manga d'avoir décidé de la mort des experts, parce qu'il était considéré comme chef de la milice. Par rapport aux biens des experts, c'est plutôt le prévenu Jahira Mulumba qui a expliqué à l'audience avoir vu Vincent Manga procéder à la distribution des téléphones portables, après le meurtre.

Kinshasa : 18 mouvements citoyens exigent la libération de leurs pairs de Vigilance citoyenne (Vici). Les dix-sept militants interpellés sont détenus au parquet de grande instance de Kalamu. « Nos amis ont été arrêtés le 1er novembre 2018 par la police au marché de Gambela, (...) quand ils appelaient la population à ne pas répondre à une invitation politique pour cinq mille ou dix mille Francs congolais (...) », explique Joseph Bayoko, porte-parole de la VICI. Allusion faite au meeting du FCC, la coalition électorale formée par les regroupements politiques alliés à l'actuel pouvoir. L'opposition accuse le FCC d'avoir soudoyé les participants à ce meeting.

Kinshasa : un forum pour la paix avant la campagne électorale. La Commission d'intégrité et de médiation électorale organise du mercredi 7 au samedi 10 novembre à Kinshasa un forum pour la paix et la réconciliation avant le lancement de la campagne électorale en RDC. Ce forum vise à prévenir les violences avant, pendant et après les élections, a indiqué Delphin Elebe Kapalay, président de cette structure des chefs des confessions religieuses lundi au cours d'un point de presse.

Tshopo : report de la présentation du rapport de gouvernance de la province à l'assemblée. La présentation du rapport de gouvernance de la province de la Tshopo à l'assemblée provinciale, programmée pour lundi 5 novembre, a été reportée. Constant Lomata, le gouverneur de province en mission de service à Kinshasa, ne s'est pas présenté devant les députés provinciaux. Le président intérimaire de l'assemblée provinciale de la Tshopo, Senghor Abgodu a demandé aux députés provinciaux d'attendre le retour du gouverneur.

Lubumbashi : "Ensemble" ira aux élections du 23 décembre 2018. Les partis politiques membres de la plateforme « Ensemble pour le changement » dans le Grand Katanga sont prêts à participer aux scrutins du 23 décembre prochain. « Je confirme, nous n'avons jamais cessé de le dire, l'opposition doit participer aux élections du 23 décembre et quoi qu'il en coûte, nous irons aux élections et c'est ce que je suis en train de prêcher ici à Kamina, sans machine à voler... », a déclaré l'homme politique. Au cas où la Ceni maintenait la machine à voter, Gabriel Kyungu wa Kumwanza a affirmé sans plus de détails que « nous-mêmes nous connaissons ce que nous allons faire à cet effet ».

Lubumbashi : une ONG locale dénonce la criminalité dans la commune Annexe. L'Action nationale de défense des droits de l'homme dénonce l'insécurité causée par des hommes en uniforme et armés, non autrement identifiés au quartier Somika de la commune Annexe (Lubumbashi). Selon les membres de cette ONG locale, ces bandits ont tiré plusieurs coups de feu dans la nuit de dimanche à lundi 5 novembre, pendant qu'ils pillaient des biens ou molestaient leurs propriétaires. Ces bandits, d'après les membres de cette ONG, étaient habillés en tenue de la police et se sont introduits dans cinq maisons, emportant argent et plusieurs autres biens. Ils ont tabassé certains occupants de maisons visitées et violé des mineures.

Bukavu abrite le forum sur la politique foncière de la RDC. Plus de deux cents experts du gouvernement central et de l'ensemble des provinces du pays se réunissent depuis lundi 5 novembre à Bukavu (Sud-Kivu) dans le cadre du forum interprovincial de politique foncière nationale. L'objectif de ce forum est de parvenir à doter la RDC « d'une politique foncière nationale, qui n'existe pas à ce jour ». En RDC, la plupart des affaires traitées dans les cours et tribunaux du pays portent sur les conflits fonciers. « Nous voulons que les conflits diminuent, sinon qu'ils soient éradiqués. Nous ne voulons passer des heures et des heures devant le procureur ou devant tel juge ; parce ça devient une tracasserie », a souhaité le ministre Lumeya.

Sud-Kivu : 50 maisons incendiées après affrontements entre groupes armés à Lemera. Au moins cinquante maisons ont été incendiées après les affrontements entre deux factions des Mai-Mai dans les villages Mushago et à Kirinja dans le

groupement de Lemera en territoire d'Uvira. La société civile de Lemera exige la présence des FARDC pour la sécurité et la paix dans leur milieu. « Les Maï-Maï ont incendié les maisons à Mushago et à Kirinja. Ils ont pillé dans ces deux villages, car il n'y a pas des Fardc. Aujourd'hui à Mulenge, deux forces burundaises, notamment les FNL s'affrontent. Les gens commencent à quitter parce qu'il y a un grand nombre des forces armées burundaises qui sont venues traquer les FNL. La population panique », détaille un membre de la société civile joint par Radio et qui témoigne sous anonymat.

Lutte contre Ebola : Lacroix et Ghebreyesus plaident pour le renforcement de la coopération entre l'ONU et le gouvernement. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix et le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus plaident pour le renforcement de la coopération entre l'ONU et le gouvernement pour mettre fin à la maladie à virus Ebola. En ce qui concerne les défis à relever dans la riposte d'Ebola à Beni, Jean Pierre Lacroix loue les efforts enregistrés d'une manière intense. Mais il souhaite rendre encore plus efficace cette coopération. « Les efforts qui ont été faits jusqu'à présent, je parle sous le contrôle du directeur général de l'OMS ont permis de limiter la progression du virus, mais il semble que pour faire en sorte que cette progression soit non seulement contenue mais inversée, il faut que nous fassions davantage. Ce que je voudrais dire, c'est que l'entretien avec le Premier ministre et les membres du gouvernement a vraiment reflété l'esprit de grande confiance », a indiqué Jean-Pierre Lacroix. Le ministre de la Santé Oly Ilunga a salué une coopération soutenue sur le plan logistique par la Monusco.

Nord-Kivu: la présence des FDLR cantonnés à Kanyabayonga constitue une menace pour la sécurité (Société civile). La société civile du territoire de Lubero (Nord-Kivu) estime que la présence prolongée des FDLR cantonnés à Kanyabayonga constitue une menace sérieuse pour la sécurité de la province en général et du territoire de Lubero en particulier. Cette structure citoyenne rappelle que le moratoire sur le retour volontaire des ex-combattants FDLR, cantonnés à Kanyabayonga, a expiré le 20 octobre. En dépit de l'expiration de ce moratoire tel que fixé par les chefs d'Etat des pays membres signataires du mécanisme régional du suivi de l'accord cadre d'Addis-Abeba sur le retour volontaire des ex-combattants FDLR dans leur pays le Rwanda, un flou plane sur ledit processus, note la société civile. La Monusco a apporté jusqu'à ce jour un soutien au fonctionnement des camps dans lesquels sont cantonnés les ex-FDLR sous forme de rations alimentaires, de carburant et de soins. Au niveau du gouvernement congolais, "la question du rapatriement de ces rebelles reste d'actualité".

Kasaï : paralysie d'activités à Kakenge. Les activités sont perturbées ce mardi 6 novembre à Kakenge et ses environs dans la province du Kasaï. Cette situation fait suite aux déplacements d'une frange de la population, qui craint des affrontements entre des jeunes de Mwa Kalamba et ceux d'autres localités voisines.

Bongandanga : le bureau de l'Administrateur barricadé par des fonctionnaires. A Bongandanga, dans la Mongala, les agents et fonctionnaires de l'Etat sont en colère contre la Rawbank. Depuis trois mois, cette banque qui paye leurs salaires ne les verse plus. Le responsable de la Rawbank à Lisala dit attendre de sa hiérarchie l'ordre de paiement qui n'est pas encore arrivé. Mardi 6 novembre dans la matinée, une centaine de fonctionnaires est venue barricader la porte du bureau de l'administrateur de territoire de Bongandanga pour réclamer trois mois de salaires à la Rawbank. Parmi ces fonctionnaires, il y avait ceux des services de développement rural, de la jeunesse, des sports et loisirs, de la santé publique, des infrastructures, des travaux publics et de la reconstruction, de l'environnement, de la culture et arts, et des affaires sociales. C'est depuis le mois d'août dernier qu'ils attendent en vain leurs salaires.

Kisangani : les prix des produits manufacturés ont doublé à Buta. « Une pièce de pagne qui coûtait 12 000 Francs Congolais (FC) est vendu actuellement à 25 000 FC. Un sac du sel qui se vendait à 13 000 FC est vendu aujourd'hui vendu à 26 mille FC... », a témoigné mardi 6 novembre le coordonnateur de la Nouvelle Société Civile du Bas-Uélé, Freddy Lemakwa. La Nouvelle Société Civile attribue cette hausse des prix à la dégradation de la route nationale No 4, celle qui va de Kisangani à Buta, longue de 324 km. Cette route est jonchée de bourbiers qui ne favorisent pas la fluidité du trafic. L'évacuation des produits connaît ainsi un ralentissement, créant la rareté sur le marché et entraînant de ce fait la hausse des prix à Buta.

Prison centrale de Makala : la Monusco remet un kit de réinsertion sociale à 70 détenues. La Mission de l'ONU en RDC a remis, mardi 6 novembre, un kit de réinsertion sociale à soixante-dix femmes, détenues à la prison Centrale de Makala. Ce kit est composé notamment du matériel de couture, d'alphabétisation et de vêtements. Selon la responsable de l'unité pénitentiaire de la Monusco, Patience Sai, ce don vise à permettre à ces femmes d'apprendre un métier à exercer et qui leur sera bénéfique après leurs libérations de la maison carcérale.

Ituri : un éléphant tue une personne à Bahaha. La victime se rendait au champ avec son mari vers 9 heures du matin dans la périphérie du village de Bahaha situé à environ 120 kilomètres au Sud-Ouest de Bunia sur la route nationale n°4. Le couple a été attaqué par l'éléphant « Ya Mado ». Le mari s'est sauvé et la femme a été dépiécée par ce mammifère. La

nouvelle s'est vite répandue dans le village. Une foule en colère s'est ruée au domicile de M. Baudouin Zamotina, le père du chef du village de Bandisangu, tué par ce même éléphant. Les villageois le qualifient de « propriétaire » de cet éléphant et estiment que c'est lui qui l'entretiendrait. M. Baudouin Zamotina a été séquestré dans son domicile avant d'être lynché par la population.

Mercredi 7 novembre.

Elections : isolements et urnes déployés dans les antennes du Haut-Katanga. Le Secrétariat exécutif de la Commission électorale nationale indépendante du Haut-Katanga a déployé, lundi 4 novembre un lot d'isolements, d'urnes et de l'encre indélébile à l'antenne du territoire de Kasenga. Ce déploiement du matériel électoral « non sensible » a débuté le week-end dernier dans cette province, a fait savoir Mme Mymy Fabienne Mukulu Moya, Secrétaire exécutive de la Ceni. Trois antennes des territoires de Kipushi, Mitwaba et Kasenga, ainsi que la ville de Likasi sont déjà servies.

Ituri : plus de 600 enfants des déplacés de Djugu ne sont pas scolarisés. Plus de six cents enfants des déplacés de Djugu ne vont pas à l'école pour cette année 2018-2019. Déjà l'année scolaire, ils n'ont pas non plus étudié alors qu'ils sont en âge d'étudier, a indiqué mardi 6 novembre l'ONG « Espace Ami des Enfants », qui les encadre, au site 2 de la ville de Bunia. Cet encadrement s'inscrit dans le cadre d'un projet du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). D'après les encadreurs, ce projet était plutôt destiné à l'encadrement des enfants non accompagnés. Mais la réalité du terrain l'a orienté à s'occuper de tous les enfants présents sur le site.

300 véhicules bloqués sur la route Bunia-Mahagi. Plus de trois cents véhicules sont bloqués depuis lundi dernier sur le tronçon routier Bunia Mahagi, long de 180 km. Deux camions citernes se sont renversés à la suite du mauvais état de route et bloquent la circulation. Les chauffeurs dénoncent l'indifférence du Gouvernement face à cette situation, selon la même source. Un chauffeur de voiture affirme avoir passé trois jours entre Paidha en Ouganda et Bunia alors qu'il n'en fait qu'autre heures d'habitude. Certains conducteurs créent des déviations pour contourner ces bourbiers. A Bunia, on enregistre déjà des conséquences de la dégradation de cette route. Le frais de transport entre Bunia et Mahagi par exemple est passé de 25 à 30 dollars américains ; tandis que les prix de certaines marchandises ont galopé sur le marché.

Marche des prestataires de santé de Butembo. Les prestataires de santé de Butembo ont manifesté pacifiquement mardi 6 novembre dans les rues de cette ville du Nord-Kivu. Selon les manifestants, une dizaine de prestataires auraient déjà été physiquement agressés, leurs véhicules caillassés et une dizaine des structures sanitaires incendiées ou démolies. Cette situation limite leurs actions d'intervention dans la riposte contre cette épidémie.

Kinshasa : des routes impraticables dans la partie Ouest. A Kinshasa, plusieurs routes dans la partie Ouest sont impraticables. Ces routes sont notamment situées dans les quartiers Kimbuala, Lutendele, Malweka et Sanga-Mamba dans la commune de Mont-Ngafula. La quasi-totalité de ces routes sont délabrées, aggravant ainsi la situation d'enclavement de cette partie de la capitale. « Notre seul moyen de transport est la moto et, même avec cet engin, il est toujours difficile de circuler avec des pierres et de la boue... », affirme un usager de cette route.

Mbandaka : la CNDH sensibilise les élèves sur les libertés publiques. A Mbandaka, l'antenne urbaine de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) à l'Equateur sensibilise les jeunes élèves sur les libertés publiques en collaboration avec le bureau conjoint des Nations unies aux Droits de l'Homme. Cette initiative poursuit l'objectif d'éveiller la conscience des jeunes afin de leur permettre de connaître les libertés publiques et de ne pas en abuser lors de la prochaine campagne électorale. Elle cible plusieurs jeunes de la ville, pour les préserver des manipulations politiciennes lors de la période de campagne, a indiqué le chef d'antenne urbaine de la CNDH, Joseph-Leader Yangi. Environ trois cents élèves finalistes de l'institut Bakusu ont pris part à cette sensibilisation. Certains ont apprécié la découverte de leurs droits et surtout comment les réclamer. Un « Guide pratique des libertés publiques en période électorale » a été distribué aux participants.

Jean-Pierre Lacroix : « Il est impératif que les élections en RDC se passent même dans des zones affectées par Ebola ». Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, et le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, sont arrivés mercredi 7 novembre matin à Beni au Nord-Kivu. « Il est impératif que les élections en RDC se passent même dans des zones affectées, notamment par Ebola », a affirmé M. Lacroix avant de quitter Goma vers Beni. Selon lui, il faudrait donc apporter une réponse efficace à la menace que constituent les groupes armés dans la région.

Lubumbashi : la Monusco vole au secours des enfants de la rue. La directrice du centre Bumi à Lubumbashi qui encadre les enfants orphelins et autres vulnérables plaide pour l'implication des autorités provinciales dans la prise en charge de ces enfants. D'après elle, le phénomène enfants de la rue prend de plus en plus de l'ampleur dans la ville, et l'absence de l'encadrement de ces enfants compromet leur avenir, a-t-elle déclaré. Thérèse Ilunga directrice de ce centre Bumi a fait ce constat le lundi 5 novembre à Lubumbashi. Ce jour a été choisi par la Monusco pour remettre les vivres et les biens non-alimentaires par les femmes de la police civile de la Monusco à ce centre qui compte plus d'une centaine des pensionnaires.

Bunia : lancement du laboratoire d'analyse des cas d'Ebola. Les activités du laboratoire médical de test d'Ebola et du Centre de traitement des cas suspects ou confirmés de cette maladie en Ituri ont été lancées mardi 6 novembre à l'hôpital général de référence de Bunia. Il s'agit du deuxième laboratoire du genre dans cette province, après celui de Tchomia. Ce centre est doté notamment des cellules d'accueil des patients, de huit chambres d'hébergement des malades, des latrines pour hommes et pour femmes, d'une buanderie, d'une morgue et de plusieurs autres espaces réservés pour divers services, a précisé Freddy Banza, médecin chargé de ce programme à l'OMS en Ituri. Le trafic reste intense entre l'Ituri et la province voisine Nord-Kivu, où la maladie s'était déclarée en premier. C'est ce qui justifie la construction de ce centre et l'ouverture d'un laboratoire.

L'Association des journalistes agricoles du Congo en congrès à Kinshasa. « Comment nourrir la RDC demain ? » est le thème du congrès qu'organise depuis mardi 6 novembre à Kinshasa l'association des journalistes agricoles du Congo (AJAC). Les organisateurs de ce congrès veulent mettre en lumière le secteur agricole dans les programmes des candidats à l'élection présidentielle en cette période pré-électorale. Ils poursuivent un autre objectif. Celui de lutter contre la corruption dans l'importation et l'exportation des produits alimentaires, afin d'enrayer du marché congolais le fléau des produits périmés. Pour le coordonnateur national de l'AJAC, Emmanuel Kokolo, le secteur agricole revêt une importance capitale dans la survie de toute une population. C'est pourquoi, ajoute-t-il, l'agriculture doit figurer en premier dans le projet des sociétés des décideurs. De son côté, Ivan God-froid, un partenaire de l'AJAC a souligné l'importance de la sensibilisation de l'opinion publique pour l'avènement d'une culture agricole stable et équitable. « Aucune population ne peut être productive si elle n'est pas nourrie et aujourd'hui quand vous regardez les statistiques, 13 millions des congolais sont menacés par la famine à court terme ; il faut vraiment une stratégie, une politique bien claire pour que l'alimentation de cette population soit assurée ».

Beni : un notable appelle à une opération d'envergure pour sécuriser la commune de Rwenzori. Frederic Baraka, notable de la commune de Beni appelle la communauté internationale et les forces armées de la RDC à mener une opération d'envergure pour sécuriser la population de la commune de Rwenzori et la région de Beni en général. Tout en dénonçant le silence de la communauté internationale et de l'Union africaine dans le dossier d'insécurité à Beni, Frederic Baraka espère que son cri sera entendu.

Présidentielle en RDC : quelques candidats de l'opposition demandent la radiation d'Emmanuel Ramazani de la course. Les candidats présidents à l'élection présidentielle du 23 décembre appellent la Commission électorale nationale indépendante à radier la candidature d'Emmanuel Ramazani de la présidentielle. Ces candidats à la présidentielle accusent Emmanuel Ramazani, « d'utiliser » le personnel de l'Etat dans son équipe de campagne. Le front commun pour le Congo (FCC) a publié samedi 3 novembre la liste des membres de l'équipe de campagne électorale d'Emmanuel Ramazani. Plusieurs personnalités figurent sur cette liste, notamment des hommes d'Eglise, des sportifs, journalistes et ministres du gouvernement. « Nous invitons la Ceni à constater la violation de l'article 36 de la loi électorale qui interdit à des fins de propagande d'utiliser des biens, des finances et du personnel de l'Etat, des établissements et organismes publics et des sociétés d'économie mixtes. [La Ceni devrait] appliquer la mesure idoine de radiation de la candidature de monsieur Emmanuel Shadari, candidat du pouvoir sortant », a souhaité le pasteur Théodore Ngoyi, porte-parole des candidats présidents. Les challengers d'Emmanuel Ramazani invitent le ministère public compétent de saisir les juridictions compétentes pour l'application des dispositions légales prévues contre le candidat du pouvoir et du FCC afin d'obtenir les sanctions prévues notamment par l'article 36.

Kinshasa : des arbres coupés à Limete « pour élargir le boulevard Lumumba ». Plusieurs arbres sont coupés depuis quelques jours le long du boulevard Lumumba, dans la commune de Limete à Kinshasa. Dans une déclaration faite mercredi 7 novembre à Radio Okapi, le conseiller chargé de l'Environnement du gouvernement provincial de Kinshasa, Forbes Sangamina, assure que l'abattage de ces arbres est initié en vue d'élargir le boulevard Lumumba. Toujours selon lui, les arbres qui ont été coupés seront replantés. Et dans chaque passerelle, un poste de police, des toilettes publiques et un Kiosque à journaux seront construits. La première phase de ce projet concerne la première rue, jusqu'à la seizième rue Limete.

Candidature commune de l'opposition : six composantes du Rassop/Limete soutiennent Félix Tshisekedi. Six composantes du Rassemblement de l'opposition (Rassop)/Limete ont affirmé soutenir la candidature de Félix Tshisekedi, comme candidat commun de l'opposition à la prochaine présidentielle du 23 décembre. Au même moment, 7 leaders politiques de l'opposition congolaise à savoir Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Adolphe Muzito, Freddy Matungulu, Martin Fayulu, Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi se sont donnés rendez-vous à Genève pour choisir un candidat commun.

Sud-Kivu : la société civile demande la suppression de certaines décisions du gouverneur. Les acteurs de la société civile membres de l'initiative congolaise pour la justice et la paix (ICJP) et la Nouvelle dynamique de la société civile (NDSCI) ont initié, mercredi 7 novembre, un recours administratif à la justice pour réclamer la suppression de certaines décisions de l'autorité provinciale dans sa façon de gérer le domaine de droit de l'homme dans la province. Parmi ces décisions indexées, Raphaël Wakenge de l'organisation ICJP évoque l'arrêté provincial portant création, organisation et fonctionnement d'un commissariat chargé de la justice, des droits humains. Il parle aussi de l'arrêté provincial portant nomination d'un commissaire provincial chargé de la justice, des droits humains au Sud-Kivu. Les deux organisations de la société civile (ICJP et NDSCI) ont recommandé aussi la nomination d'un ministre de la Justice ou l'attribution des charges y afférentes à un ministère existant.

Jeudi 8 novembre.

Elections : aucun membre de l'ECC officiellement délégué pour la campagne d'un candidat. « L'Eglise du Christ au Congo dans sa mission prophétique veut bien accompagner le peuple aux élections qui viennent. Dans sa mission, elle travaille pour la paix et la réconciliation. Depuis qu'on parle des élections, les uns et les autres sont divisés. Or, le rôle de l'Eglise est d'amener tout le monde au consensus », a affirmé le directeur de communication de l'ECC, Pasteur Maurice Mondengo. Selon lui, si la majorité et l'opposition ont des points qui divisent, il faudrait que quelqu'un soit au milieu pour les aider à trouver un consensus. Et c'est ça le rôle de l'Eglise. Ainsi, le Pasteur Maurice Mondengo indique que depuis la publication de l'équipe de campagne de la majorité [FCC], quelques noms des leaders de l'ECC figurent sur cette liste « dont on ne sait pas encore si elle est authentifiée. » « Des questions ont été suscitées parmi les membres. C'est pourquoi nous précisons que l'ECC n'a officiellement délégué personne pour battre campagne au profit d'un quelconque candidat », a-t-il insisté.

Lutte contre les ADF : Jean-Pierre Lacroix promet une réponse forte et concertée. « L'action des groupes armés, en particulier les ADF, appelle une réponse plus forte, concertée. Et on travaille de manière très coordonnée avec les forces de sécurité congolaises, mais l'adversaire est un adversaire plus difficile qui connaît le terrain qui se fond dans la population. Les particularités du terrain rendent aussi les opérations très complexes. Nous, nous travaillons pour améliorer l'efficacité de notre réponse, les moyens, l'entraînement, la connaissance des groupes également. Je pense que nous obtiendrons les résultats », promet Jean-Pierre Lacroix, le secrétaire général adjoint de l'ONU. Il fait remarquer que l'activisme des groupes armés notamment les ADF ne facilite pas le travail de la riposte contre la maladie à virus Ebola qui sévit à Beni.

À la frontière avec la RDC, l'Ouganda et l'OMS vaccinent les agents de santé contre Ebola. La vaccination des agents de santé a débuté dans le district de Ntoroko, situé dans la région Ouest de l'Ouganda, frontalière de la RDC. Elle sera ensuite élargie à quatre autres districts (Bundibugyo, Kabarole, Kasese et Bunyangabu) également limitrophes de la RDC et considérés comme étant « à haut risque ». Selon l'OMS, le risque de voir le Ebola entrer en Ouganda est « fort probable » en raison de la proximité de l'épicentre actuel du virus, des importants mouvements de population engendrés par le commerce, les liens socioculturels et la facilité d'accès aux services de santé sur le territoire ougandais. La vaccination du personnel de santé constitue une « incroyable avancée dans la réduction du risque d'Ebola », a déclaré le Dr Yonas Tegegn Woldemariam, représentant de l'OMS en Ouganda. Il a assuré les agents de santé ougandais de l'efficacité du vaccin à les protéger.

Octobre au Sud-Kivu : 23 personnes tuées par des bandits armés. La Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique, électorale et la promotion des droits de l'homme (SAJECEK) indique dans un rapport publié mercredi 7 novembre que 23 personnes ont été tuées et plus de 76 maisons attaquées par des bandits armés dans la province du Sud-Kivu au mois d'octobre. La SAJECEK renseigne qu'à sept reprises, la population s'est fait justice.

Kananga : le BCNUDH organise une table ronde sur un dialogue constructif en période électorale. Le Bureau conjoint de Nations unies aux droits de l'homme (BCNUD) à Kananga (Kasaï Central) a organisé mercredi 7 novembre une table ronde pour un dialogue constructif en période électorale. La séance a réuni différents acteurs des organisations de la société civile, des ONG de droits de l'homme et quelques autorités publiques sur leurs rôles respectifs dans la promotion des droits et libertés pour un processus apaisé.

Tanganyika : suppression provisoire de certaines taxes. Le gouverneur du Tanganyika, Richard Ngoy Kitangala, a décidé de supprimer toutes les barrières et certaines taxes. Cette décision vise, selon lui, à soutenir les initiatives privées que prend la population pour participer à l'essor économique, par ces temps difficiles, de la région. La société civile du Tanganyika a salué cette mesure. La note annonce, sur le plan financier, la suppression provisoire à la fois de la taxe de péage de la catégorie touchant aux motos, de la taxe vélos et enfin de la taxe d'étalage dans les marchés organisés dans les six territoires de la province du Tanganyika.

Kinshasa : CODYS plaide pour l'amélioration des conditions des sourds. Le Collectif Dynamique des Sourds (CODYS) accuse la RDC de retard dans la transmission du rapport de la situation des personnes vivant avec handicap, rapport qui devrait être produit avant le 1er décembre 2017. Le manque d'accès à l'école et l'absence d'interprètes sont parmi les difficultés que rencontrent les personnes sourdes de la RDC. Le chargé de communication de CODYS évoque l'exemple des sourds qui ont du mal à effectuer leurs démarches aux aéroports lorsqu'ils voyagent.

Election : ATIC menace de saisir la justice contre la Ceni. Le regroupement politique Alliance pour la Transformation intégrale du Congo, ATIC, et les avocats conseils du député Nicolas Akpanza accusent la Commission Electorale Nationale Indépendant d'avoir violé l'article 168 de la Constitution, et menacent de la traîner en justice. Au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 7 novembre à Kinshasa, ces avocats ont expliqué que leur client a été invalidé par la CENI puis réhabilité par un arrêt de la Cour Constitutionnelle le 10 septembre 2018. Mais, la Ceni n'a jamais exécuté cet arrêt estimant que la décision de la cour est intervenue en retard, ont déclaré ces avocats.

Kinshasa : la pluie entraine des inondations dans certains quartiers. La pluie qui s'est abattue jeudi 8 novembre à Kinshasa a entraîné quelques inondations et bouchages des caniveaux, mais pas de dégâts matériels considérables. Cette situation a augmenté l'insalubrité dans la ville. La pluie n'a pas été abondante mais a duré de très longues heures.

Beni : Leïla Zerrougui appelle à l'union d'efforts pour la stabilisation de la région. La Représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC, Leïla Zerrougui, appelle à l'union d'efforts de tous pour la stabilisation de la ville et du territoire Beni (Nord-Kivu). Elle a lancé cet appel, mercredi 7 novembre lors de sa mission dans la ville, en compagnie du Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix et le Directeur général de l'OMS. Beni est actuellement à l'activisme des groupes armés notamment les rebelles ougandais des ADF. La ville fait également face à l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Elle a aussi assuré que la Monusco met tout en œuvre pour réduire la menace des forces négatives dans cette région. Elle a indiqué que la stabilité de la RDC est aussi celle de ses pays voisins. Selon elle, on devient un Etat stable « lorsqu'il n'y a qu'un monopole de la force appartient uniquement à l'Etat pas à des petits groupes. »

Ebola à Beni : Jean-Pierre Lacroix préconise l'amélioration de la situation sécuritaire. Le secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, recommande notamment l'amélioration de la situation sécuritaire dans le territoire de Beni, en vue de faciliter la riposte à l'épidémie à virus Ebola. Pour faire face à ce défi sécuritaire, le secrétaire général adjoint de l'ONU appelle les communautés à s'engager dans ce combat « parce qu'il n'y a aucun exemple où les groupes armés ont pu être défaits si la population n'est pas engagée dans ce combat. » En dehors de la situation sécuritaire, il a aussi épinglé deux autres défis dans le combat contre Ebola. Il s'agit de la méfiance de la communauté locale ainsi que la forte densité et les mouvements des populations. Jean-Pierre Lacroix a aussi fait savoir que la MONUSCO travaille en collaboration avec les Forces armées de la RDC pour combattre les groupes armés, avec un mandat d'appui à l'armée congolaise.

RDC : début d'accréditation des témoins et journalistes. L'opération d'accréditation des témoins a débuté jeudi 8 novembre sur toute l'étendue de la RDC. Cette opération concerne des témoins des partis et regroupements politiques, des candidats indépendants et des observateurs nationaux et internationaux ainsi que des journalistes nationaux et internationaux pour les élections du 23 décembre 2018. La Commission électorale nationale indépendante précise que l'accréditation des observateurs et des journalistes ira jusqu'au 10 décembre prochain. Pour les témoins, l'opération va se poursuivre jusqu'au 22 décembre. **Les conditions d'accréditation :** « Il faut être inscrit sur la liste électorale, être désigné par un parti ou regroupement politique légalement reconnu en République démocratique du Congo ou par un candidat indépendant et cela conformément à l'article 87 alinéa 2 des mesures d'application de la loi électorale. Un parti politique, un regroupement politique ou même un candidat indépendant ne peut solliciter l'accréditation que dans une circonscription électorale ou ses partis, ou ses regroupements politiques ou ses candidats indépendants à présenter n'est pas une liste. Mais la Ceni exige également que le parti ou le regroupement politique puisse présenter en même temps le plan de déploiement de ses témoins »

Une boule puante sur le Docteur Mukwege. Avant même le début de la campagne électorale, on peut s'attendre à ce que la RDC soit le paradis des fake news... La dernière en date ressemble plutôt à une boule puante, lancée contre une icône, le Docteur Mukwege, qui recevra en décembre prochain le prix Nobel de la paix. Qu'on en juge : signée « Flashinfo » relayant

un certain « E.G. Pour TVCom » des informateurs jusqu'à présent inconnus faisaient savoir que mercredi matin une « violente altercation » avait opposé, à Bruxelles, dans les salons de l'hôtel Hilton (qui s'appelle depuis longtemps The Hotel et qui ne se trouve pas à saint Josse mais soit...) l'ancien gouverneur Moïse Katumbi et le Docteur Mukwege. Le médecin chef de Panzi aurait traité l'opposant d' « incapable » et de « lâche » et le pugilat aurait obligé la police belge à intervenir tandis que la directrice de la police aurait même été giflée ! Rien de tout cela n'est vrai ; au moment des faits allégués, le docteur se trouvait à Bukavu aux côtés de ses malades, Moïse Katumbi a démenti dans un tweet et il n'est certainement pas homme à se comporter de la sorte tandis que la direction de l'hôtel envisage de porter plainte. Bref, il s'agit d'une fake news, d'une information fautive mais qui a été largement diffusée sur les réseaux sociaux qui deviennent de plus en plus des instruments de pollution des esprits. Reste à savoir d'où vient le coup. Si les « services » congolais sont évidemment montrés du doigt (mais sont-ils réellement aussi bêtes ?) d'autres manipulateurs de l'opinion peuvent exister : des jaloux, des zélotes du régime qui croient bien faire, des « agités du bocal », Congolais ou étrangers... Tout ce qu'il faut retenir, c'est que les passions peuvent mener à la violence, mais aussi à l'imbécillité et pire encore, concilier les deux. Sur Internet, devenu un champ de bataille sans frontières, tous les coups sont permis. Et impunis. **(Colette Braeckman, le Soir)**

Vendredi 9 novembre.

RDC : KCC suspend la vente du cobalt. La société Katanga Mining Limited a annoncé mercredi 7 novembre que sa filiale d'exploitation Kamoto Copper Company (KCC) va suspendre la vente de cobalt sur son projet de Kamoto à Kolwezi dans la province du Lualaba. L'entreprise indique que cette décision fait suite à la présence d'uranium dans l'hydroxyde de cobalt produit dans le cadre du projet Kamoto. Mais la production de cobalt sur le projet Kamoto devrait se poursuivre sans réduction de la quantité produite. A ce jour, la production touchée par la suspension de la vente s'élève à 1472 tonnes du produit fini, renseigne la société. Toutefois, le faible niveau de radioactivité détecté dans l'uranium ne présente pas de risque pour la santé et la sécurité humaine, indique ce communiqué. La société mène des enquêtes supplémentaires pour identifier la source d'uranium afin de pouvoir atténuer l'impact de la suspension des ventes.

RDC : l'opposition se réunit à Genève pour désigner un candidat commun à la présidentielle. L'opposition congolaise se réunit, vendredi 9 novembre à Genève (Suisse), afin de tenter de trouver un candidat commun qui la représentera à la présidentielle du 23 décembre prochain. Plusieurs sources annoncent la participation à cette rencontre des candidats recalés à cette élection comme Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi et Adolphe Muzito. Vital Kamerhe, Martin Fayulu, Freddy Matungulu et Felix Tshisekedi, encore en lice, devront aussi prendre part à cette réunion. De son côté, le Front Commun pour le Congo (FCC) estime qu'il est totalement focalisé sur les élections. Cette plateforme politique qui soutient la candidature d'Emmanuel Ramazani Shadary, pense que la réunion de l'opposition à Genève est une cuisine interne de ce regroupement politique. Qu'importe le nom que l'opposition présentera, cela n'inspire rien du tout au FCC qui ne changera aucunement ses stratégies, affirme Lambert Mende, qui dirige la cellule de communication de l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani.

Nord-Kivu : les déplacés de Nyabiondo victimes des exactions de NDC/Guidon. Les habitants des localités Luibo et Lukweti, qui sont en déplacement à Nyabiondo, territoire de Masisi, dénoncent des arrestations arbitraires et d'autres exactions commises par les combattants du NDC/Guidon dans cette région. Ces derniers les empêchent d'accéder à leurs champs. Ils ont pour cela érigé une barrière au niveau de Kinyumba, à 3 km de Nyabiondo, où ils commettent des exactions et de tracasseries en tous genres. Les déplacés qui sont arrivés à Nyabiondo sont estimés à plus de 4 000 ménages. Ils avaient fui leurs localités à cause des accrochages entre les groupes armés locaux depuis le mois de janvier de cette année.

Tanganyika : Basengezi recommande à tous de faire la paix pour de bonnes élections. Le vice-président de la Ceni, Norbert Basengezi a affirmé jeudi 8 novembre à Kalemie qu'il s'inquiétait de la situation sécuritaire dans la province du Tanganyika, à quelques jours de l'organisation des élections. Il demande à toutes les couches de la population de cet espace d'être des artisans de la paix. Selon lui, les élections se tiendront bel et bien le 23 décembre 2018.

Beni se vide de sa population, constate le Cepadho. Depuis la recrudescence des kidnappings, le Centre d'Etude pour la Paix et les Droits de l'Homme, constate des mouvements des populations entières de la ville de Beni. Ces populations se déplacent vers d'autres villes du pays comme Butembo, Kisangani, Kasindi et même vers l'Ouganda voisin, fuyant l'insécurité qui prévaut dans cette partie du pays. A la veille de la campagne électorale qui va commencer vers la fin de ce mois de novembre, le Cepadho en appelle donc à l'intervention du gouvernement congolais et de la communauté internationale pour garantir la sécurité dans cette partie du pays.

Haut Katanga : le vol de 500 m des câbles plonge Lubumbashi dans le noir. Le vol de 500 m des câbles électriques a plongé la ville de Lubumbashi dans le noir jeudi 8 novembre. Ces 500 m des câbles ont été sectionnés et emportés par des

inconnus dans la nuit de mercredi à 21 h. C'est la ligne électrique 61 sur la route de contournement qui a été vandalisée. Des techniciens de la Snel travaillent pour réalimenter la ville de Lubumbashi en électricité. La direction provinciale de la Snel a enregistré 104 cas de vandalisme perpétrés sur son réseau électronique depuis le début de l'année jusqu'au 7 Novembre. Pour le directeur provincial de la Snel, ces vols anéantissent les efforts de cette société. Les travaux de rétablissement du courant électrique ont coûté à la Snel 3 millions des dollars américains.

Kinshasa : Cojeski appelle les jeunes à surveiller les élections de décembre de 2018. Le collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo Kinshasa (Cojeski), une plateforme d'ONG des jeunes, appelle les jeunes de la RDC à surveiller les élections de décembre de 2018. « Nous voulons que les jeunes continuent à travailler mais dans un grand ensemble, un ensemble qui nous permettra non seulement d'observer les élections, mais de poser les problèmes liés aux irrégularités que nous constatons dans le processus électoral ».

Beni : de lourdes peines prononcées contre militaires et policiers coupables de viols. Le tribunal militaire de garnison de Beni-Butembo a condamné quelques militaires et policiers reconnus coupables de viols à des peines allant de 8 à 15 ans de prison. Ces militaires des Fardc déployés pour la traque des groupes armés dans le territoire de Beni ont été reconnus coupables des viols notamment sur mineurs ainsi que d'homicide intentionnel commis entre août 2017 et Mars 2018 dans les localités d'Eringeti, Mandumbi et la commune rurale d'Oicha. Deux policiers ont également été condamnés ainsi que deux civils reconnus coupables d'association de malfaiteurs, assassinat, détention illégale d'armes et munitions de guerre.

ONU : fin séjour de Jean-Pierre Lacroix. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix a fini ce vendredi 9 novembre sa mission en RDC. Lors de sa conférence de presse jeudi à Kinshasa, Jean-Pierre Lacroix a reconnu que le gouvernement de la RDC, les agences onusiennes et les différents acteurs engagés dans la riposte contre l'épidémie du virus à Ebola à Beni abattent un grand travail sur le terrain. Mais il estime aussi qu'il faut redoubler d'efforts pour faire face aux défis majeurs de cette lutte.

Jean-Pierre Lacroix : « La Monusco a joué un rôle essentiel de soutien aux efforts visant à combattre Ebola ». « Je les rend hommage. Ces équipes font un travail exceptionnel avec beaucoup de courage et de dévouement. La Mousco a joué un rôle essentiel de soutien à tous ces efforts visant à combattre Ebola, et ce, dans les domaines logistique, sécuritaire, et du conseil », souligné Jean-Pierre Lacroix. Il pense que si la Monusco n'avait pas apporté son soutien, les efforts contre Ebola auraient été beaucoup plus difficiles.

Emmanuel Ramazani dit ne pas recourir au trésor public pour ses fins électorales. Le candidat du Front commun pour le Commun (FCC), Emmanuel Ramazani Shadary, affirme qu'il respecte les prescrits de la loi et ne peut pas user du trésor public pour ses fins électorales. « Moi-même j'étais vice-gouverneur de province, moi j'étais gouverneur de province, député pendant deux mandats. Moi-même j'étais au gouvernement comme vice premier-ministre. J'ai quand même un peu d'argent. Je ne vous le cache pas », a révélé Emmanuel Ramazani Shadary, vendredi 9 novembre, lors de la conférence de presse organisée à Kinshasa. Pour lui, les diverses fonctions de l'Etat qu'il a exercées et les cotisations des membres de son regroupement qui ne lésine pas sur les moyens constituent la principale source des fonds pour la préparation des élections.

Elections : l'utilisation des biens de l'Etat pour la campagne est interdite. La Commission électorale nationale indépendante rappelle que l'utilisation des moyens et biens de l'Etat à des fins de campagne électorale d'un quelconque candidat est prohibée. « Est interdite, l'utilisation à des fins de propagande électorale des biens, des finances et du personnel de l'Etat, des entreprises, établissements et organismes publics et des sociétés d'économie mixte. L'utilisation des biens, des finances et du personnel publics visés ci-dessus est punie de radiation de la candidature ou de l'annulation de la liste du parti politique, du regroupement politique ou des indépendants qui s'en rendent coupables ou dont le candidat s'en rend coupable. » Quelques candidats accusent leurs challengers de recourir aux moyens, voire au personnel de l'Etat pour leurs campagnes électorales.

Installation des membres du cadre de concertation de l'eau potable du Sud-Ubangi et de la Mongala. Le cadre de concertation pour le suivi du projet d'appui à la Regideso pour la fourniture de l'eau potable à la population du Sud-Ubangi et de la Mongala, a été installé jeudi 8 novembre à Gemena. Ce projet de la Coopération technique allemande qui est déjà opérationnel depuis deux mois cible les villes de Bumba, de Zongo et de Gemena. Il a pour but de fournir de l'eau potable par des bornes fontaines aux ménages dans un rayon qui ne dépasse pas 250 mètres. Le cadre de concertation qui vient d'être mis en place pour mission de gérer ce projet avec la Regideso.

Kalemie : Opération Usalama, des otages et des villages libérés. Dans la province du Tanganyika, les Fardc ont lancé l'opération Usalama depuis trois jours pour traquer les groupes armés qui sèment la terreur dans cette province. Le

Commandant de la 2e zone de défense Fardc, le Général-Major Philémon Yav Irung a affirmé que les Fardc ont libéré le 2 novembre 2018 des otages au village Baigua au sud de Bendera, sans en déterminer nombre. L'armée a libéré aussi les localités de Musebe, Mamba Lunga, Kamoko et Kalima, toutes dans le territoire de Nyunzu. Dans le territoire de Moba, ce sont les villages Kibowa, Kapinga et Mpapilwa qui ont été libérés, tandis que l'axe routier Kalemie-Nyemba a été rouvert.

Rougeole à Bukama : les équipes médicales sollicitent un appui en médicaments. Les équipes qui luttent contre la rougeole dans l'aire de santé de Kilumbe dans le territoire de Bukama (Haut-Lomami) demandent un appui en médicaments. Elles affirment qu'elles enregistrent une moyenne de six décès par jour depuis le mois d'octobre dans l'aire de santé de Kilumbe.

Selon un membre du corps médical de Kilumbe, cette mortalité accrue est causée notamment par le manque de produits pharmaceutiques. Plusieurs familles recourent aux soins administrés par les tradipraticiens. La rougeole est en train de battre le record sur tous les enfants dont la tranche d'âge est de 6 mois à 13 ans. On n'a pas d'appuis. La communauté ici croit que la rougeole ne peut pas être traitée par la médecine moderne. Par jour, on peut même enregistrer 6 à 7 décès.

La RDC décide de réviser sa loi foncière. La RDC opte pour la révision de sa loi foncière de 1973 pour s'adapter aux réalités actuelles. La décision a été prise, jeudi 8 novembre, à l'issue du Forum interprovincial de la politique foncière nationale. Les différentes propositions ou résolutions s'échelonnent sur 11 chapitres comprenant les options de base qui doivent orienter la politique foncière du pays. Les options retenues permettront notamment la restauration de l'équité dans l'appropriation du sol en RDC, la résorption des conflits identitaires, la sécurisation des droits des usagers avec des innovations technologiques.

Samedi 10 novembre.

Nord-Kivu : Julien Paluku appelle à la collaboration entre civils et militaires contre les ADF. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku appelle la population à collaborer étroitement avec l'armée pour faire face à l'activisme des rebelles ougandais des ADF dans la zone de Beni. Pour lui, les massacres des civils enregistrés depuis 2014 dans la zone de Beni sont une des stratégies de l'ennemi visant à créer le découragement et à rallier les civils, sans le savoir, à leur cause. Pour le gouverneur du Nord-Kivu, les massacres de Beni qui ont déjà fait des milliers des victimes parmi les civils et plusieurs centaines des militaires, ont réussi simplement à renforcer la méfiance entre l'armée, la Monusco, et les civils dans cette partie du Nord-Kivu. Ces massacres, ajoute-t-il, sont aussi perpétrés, entre autres, pendant le passage des grandes personnalités du Pays à Beni, pour faire perdre la crédibilité des dirigeants envers leurs citoyens. Il appelle ainsi la population à la vigilance.

Election en RDC : la présentation du projet de société de Ramazani reporté au 15 novembre ; La présentation du projet de société d'Emmanuel Ramazani Shadary, candidat du Front commun pour le Congo (FCC), prévu pour ce samedi 10 novembre, a été reporté au jeudi 15 novembre. « En raison du léger réaménagement de l'agenda d'installation des structures du FCC et de celles de campagne du candidat à la présidentielle du 23 décembre prochain, Emmanuel Ramazani Shadary, le coordonnateur du FCC informe l'opinion que la présentation du programme électoral dudit candidat interviendra ce jeudi 15 novembre 2018 », indique le communiqué.

Processus électoral : le QR code viole la loi électorale, selon le candidat Shekomba. Le candidat à l'élection présidentielle du 23 décembre, Alain Daniel Shekomba, estime que le QR code, un cinquième élément ajouté sur le bulletin de vote par la Commission électorale nationale indépendante, viole la loi électorale. Selon lui, la loi prévoit que le bulletin de vote contienne uniquement le numéro, les noms, la photo du candidat et le logo du parti ou regroupement politique du Candidat. Il demande à la Ceni d'expliquer l'importance de ce QR Code. Du côté de la Ceni, l'on affirme qu'Alain-Daniel Shekomba confond le QR code au code qui sécurise le bulletin de vote.

Lualaba : au moins 5000 expulsés d'Angola sont arrivés à Kapanga. Au moins 5000 congolais expulsés d'Angola sont arrivés à Musumba, dans le territoire de Kapanga dans la province du Lualaba. Ils vivent, presque tous, dans des conditions difficiles à Musumba. Si certains sont dans des familles d'accueil, les autres passent la nuit dans les salles de classes ou dans les églises et attendent toujours l'assistance du gouvernement après avoir tout perdu ou contraints à tout abandonner en Angola. Selon Laurent Piscas Muland, animateur principal de l'ONG Sadri qui recense ces Congolais, ces expulsés arrivent à Kapanga par les postes de Kasamai, Musevumai et Kayangomai. Ils viennent des villages Nzaji Maludi et Kanzadi en Angola et sont, pour la plupart, dépouillés de tout. Parmi eux on compte aussi des enfants, visiblement fatigués, pieds-nus et qui ont parcouru près de 200 km pour atteindre le chef-lieu du territoire de Kapanga.

Kasaï : le nombre des Congolais expulsés d'Angola en baisse.

« Ils continuent à expulser. Cette fois-ci, ce n'est pas comme au mois d'octobre. Leur nombre a un peu diminué. Prenons la moyenne de 200-250 expulsés par jour. Certains humanitaires sur place comme Handicap international et le HCR prennent des dispositions pour aider les compatriotes. Je pense que vers la fin de la semaine, ils vont commencer les opérations de transport des compatriotes pour quitter Kamako et les diriger vers leur destination finale », a indiqué Christian Mabedi. Selon la Caritas, plus de 500 000 Congolais ont été renvoyés d'Angola au mois d'octobre. La plupart d'entre eux sont revenus par la frontière de Kamako dans la province du Kasaï.

La CIME recommande à la CENI d'éclairer l'opinion sur la problématique des électeurs sans empreintes digitales.

La Commission d'intégrité et de médiation électorale recommande à la Ceni de maintenir le cap pour l'organisation des élections le 23 décembre 2018, de communiquer et d'éclairer l'opinion sur la problématique des électeurs sans empreintes digitales. Au terme de ces assises, les chefs des confessions religieuses recommandent au gouvernement de prendre des mesures nécessaires pour éviter que l'insécurité n'handicape la tenue des élections dans certaines parties du pays. Ils demandent aussi à l'exécutif de faire en sorte qu'aucun candidat ne fasse usage des moyens matériels, financiers et des personnels de l'Etat à des fins de campagne électorale. Au sujet de ces questions qui fâchent, par exemple celle de la machine à voter, Wivine Landu, rapporteur de la commission Elections de ce Forum, affirme que cette technologie n'est pas légale.

Ituri : grève des agents du programme de riposte contre Ebola à Bunia. Ils sont environs 125 agents, affectés par cette situation sur toute l'étendue de la province de l'Ituri. Leur rôle est principalement de sensibiliser les passagers à se laver les mains aux différents points de contrôle installés le long de la route ainsi que prélever leurs températures. Selon les grévistes, ils n'ont jamais été payés depuis qu'ils sont engagés, il y a de cela deux mois. Pour sa part, le médecin responsable en charge de dossier rassure que toutes les dispositions sont prises pour honorer l'engagement pris avec ces prestataires. Le docteur Honoré Lubumba est conscient que si la situation perdure, cela risque de remettre en cause les dispositifs mis en place pour stopper la propagation de la maladie.

La MP exige la levée des sanctions contre Emmanuel Ramazani. La Majorité présidentielle (MP) réclame la levée, sans conditions des sanctions politiques contre le candidat Emmanuel Ramazani Shadary. Pour André-Alain Atundu, le porte-parole de cette plateforme, ces sanctions sont arbitraires, discriminatoires, ségrégationnistes, immorales et sont prises en faveur des intérêts des Etats étrangers.

Dimanche 11 novembre.

Lutte contre Ebola : « le plus important est de détecter très rapidement les nouveaux cas » (Dr Ibrahima). Le Dr Ibrahima Soce-Fall, directeur régional de l'OMS, chargé des urgences et de la sécurité sanitaire affirme que dans la lutte contre Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, le plus important est de détecter rapidement les nouveaux cas et organiser la prise en charge. « Chaque épidémie est particulière. Si on regarde le nombre de décès pour cette épidémie qui est à 198, comparé à Yambuku où on était à 280, on peut voir que la létalité est moins importante. Mais aussi Yambuku c'était une zone rurale, mais là nous sommes dans une zone urbaine où la population est très mobile. Donc le contexte est très spécifique. Cette phase de l'épidémie, c'est encore une phase dynamique. C'est sûr que dans les prochaines semaines il y aura encore de nouveaux cas. Mais le plus important c'est de pouvoir détecter très rapidement les nouveaux cas », a expliqué le Dr Ibrahima Soce-Fall.

Tanganyika : 2.546 cas de choléra enregistrés, 25 décès. Le Bureau de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires (OCHA) indique dans son bulletin daté du 9 novembre 2018, 2.546 cas de choléra dont 25 décès ont été enregistrés dans la province du Tanganyika. Six des 11 zones de santé de la province sont en épidémie confirmée. Le Territoire de Kalemie reste la zone la plus affectée avec près de 68 % des cas de toute la province. Les experts de la santé, signale OCHA, attribuent la persistance et l'extension du choléra dans cette région à plusieurs facteurs : l'abondance des pluies, les mouvements des populations dus à l'insécurité persistante ainsi que la fermeture de plusieurs projets humanitaires dans le cadre de la lutte contre cette maladie.

Joseph Kabila et une délégation de la SADC échangent sur la préparation des élections du 23 décembre. Le Président Joseph Kabila a échangé samedi 10 novembre au Palais de la Nation à Kinshasa avec une délégation du Conseil consultatif électoral de la Communauté de développement d'Etats de l'Afrique australe (SADC) sur le niveau de préparation des élections prévues en RDC le 23 décembre 2018. John Billy Tendwa, chef de la délégation affirme, au terme des échanges qu'il a eus avec différents acteurs impliqués dans le processus électoral que tous ces acteurs sont prêts à aller aux élections.

Nord-Kivu : la société civile de Buabo demande aux candidats députés de promouvoir la cohabitation pacifique. La société civile de Buabo, dans le territoire de Masisi, invite les candidats députés, à tous les niveaux à développer des discours qui font la promotion de la cohabitation pacifique et non pas à l'incitation à la haine. M. Mitondeke plaide par ailleurs pour une campagne de sensibilisation sur la machine à voter dans ce groupement de Masisi.

Beni : un mort et 4 personnes kidnappées dans une attaque des présumés ADF. Une personne a été tuée et quatre autres enlevées dans une attaque des présumés ADF samedi 10 novembre dans la ville de Beni. Ces rebelles ont aussi volé plusieurs chèvres. Selon le commandant de la police à Beni, ces rebelles ont tué une femme avant d'enlever ses deux enfants, un peu plus loin, vers la route nationale numéro 4, non loin de l'Hôtel Okapi palace, ils ont incendié deux maisons et une voiture. Ils ont kidnappé deux autres personnes et volé plusieurs chèvres. Ce dimanche 11 novembre matin, des Mai-Mai ont attaqué la position des Fardc à Paida. Ils ont été repoussés par des forces loyalistes.

Goma: Trésor Kambere, militant de la Lucha enlevé. Dans un communiqué de ce mouvement citoyen publié ce dimanche 11 novembre à Goma, Lucha demande au gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, et aux services de sécurité de tout mettre en œuvre en vue de retrouver Kambere Muyisa saint et sauf et que ses ravisseurs répondent de leurs actes. Il a été enlevé par des « hommes armés en tenue civile », à bord d'un véhicule de marque Toyota, sans plaque d'immatriculation.

Ituri: arrestation de 8 présumés bandits armés à Bunia. La police de la ville de Bunia a arrêté samedi 10 et dimanche 11 novembre huit présumés bandits dont une femme, qui opèrent avec des armes à feu dans la ville de Bunia. Ces personnes ont été appréhendées alors qu'elles volaient dans la maison d'un particulier. Dans la même nuit de samedi, un autre présumé bandit a été appréhendé puis torturé par la population au quartier Mudzi-Pela. Cet homme a eu la vie sauve grâce aux coups de feu de sommation de la police qui a dispersé la foule en colère.

Nord-Kivu : 6 membres d'une famille meurent dans un incendie à Kiziba. Six membres d'une même famille ont trouvé la mort dans l'incendie de leur maison dans la nuit de samedi à ce dimanche 11 novembre à Kiziba en territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu. Deux autres membres de la même famille ont de graves brûlures. L'origine du feu n'est pas encore connue.

Election présidentielle en RDC : Martin Fayulu désigné candidat commun de l'opposition. Martin Fayulu, président du parti politique Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECIDE) a été désigné ce dimanche 11 novembre, candidat commun de l'opposition pour l'élection présidentielle du 23 décembre. Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi, Adolphe Muzito, Freddy Matungulu, Martin Fayulu, Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi se sont retrouvés à Genève pour désigner le candidat que l'opposition va soutenir pour la présidentielle. Ils ont aussi réfléchi sur un programme commun de gouvernement, le financement ainsi qu'une équipe de campagne commune. La Fondation Kofi Annan a assuré la médiation de cette réunion.

Lundi 12 novembre.

Martin Fayulu : « Le peuple a besoin des leaders qui vont l'amener au développement ». Martin Fayulu, candidat commun de l'opposition, a déclaré que tous les leaders de l'opposition dont il se dit porte-parole vont travailler pour « rendre la RDC un pays réellement libre, démocratique et indépendante ». « Je mènerai ce combat avec mes collègues. Le peuple a besoin des leaders que lui-même va choisir. Le peuple a besoin des leaders qui vont l'amener au développement, et à la prospérité ». Tout en remerciant ses collègues sur le choix porté sur lui, Martin Fayulu promet de mener « le combat pour des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées ». « Nous 7 [leaders de l'opposition] sommes engagés à travailler pour que le Congo cesse d'être la risée du monde », a-t-il indiqué. Il se réjouit de l'aboutissement du combat « pour la liberté et la démocratie engagé depuis de très longues années ». Il se dit convaincu qu'après « l'aide de Dieu, l'aide du peuple, des partenaires », l'opposition va « arriver au résultat final ». La Dynamique de l'opposition se dit contente du choix porté sur son coordonnateur, Martin Fayulu, comme candidat commun de l'opposition. Pour son chargé de communication, Prince Epenge, M. Fayulu est « le serviteur de ses compatriotes ». « Il est choisi non parce qu'il est au-dessus de tous, mais parce qu'il fait partie de tous. Il n'est qu'un serviteur, serviteur de ses compatriotes. Nous sommes sûrs qu'au lendemain du 23 décembre, le peuple congolais va prendre sa victoire entre ses deux mains et la célébrer », espère-t-il.

La jeunesse de l'UDPS rejette la désignation de Martin Fayulu. La Ligue des jeunes de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS) dit ne pas être concerné par la désignation de Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition.

Selon lui, le peuple congolais avait déjà fait son choix le 29 septembre au Boulevard Triomphal en désignant Félix Tshisekedi comme candidat.

Les étudiants de l'Equateur se préparent d'aller aux élections. Les porte-paroles des étudiants des différents établissements de l'enseignement supérieur et universitaire de Mbandaka se sont réunis ce week-end dans cette ville. Dans leur déclaration finale, ils ont exhorté leurs pairs à se préparer à participer massivement au vote du 23 décembre prochain qui va "marquer l'alternance historique au sommet de l'Etat", selon eux. Ils ont appelés leurs collègues à choisir les gens capables de relever le défi de la jeunesse. Ils ont profité de l'occasion pour interpeller les personnes qui veulent chercher la prolongation des élections. Une éventualité qu'ils ne soutiennent pas.

Traque des groupes armés : Julien Paluku lance la campagne « un homme, un Maï-Maï ». « Si les 8 millions d'habitants du Nord-Kivu lèvent la voix et disent que dans mon village, je ne veux plus voir quelqu'un qui s'appelle Maï-Maï, ce sera fini. Si la population se décide, on mettra fin aux Maï-Maï. On ne va rester qu'avec les grandes menaces, à savoir, les FDLR, et les ADF. Les autres on les aura maîtrisés totalement. Voilà pourquoi je lance l'opération « Un homme, un Maï-Maï », a affirmé Julien Paluku. Il a justifié cette initiative par la prolifération, depuis un temps, des groupes Maï-Maï, à travers la province. « Même vous, si vous étiez un commandant de l'armée, vous commencez une opération, derrière vous, Maï-Maï vient tirer sur vous, vient tuer un capitaine, ou prend un village. Finalement, vous ne savez plus s'il faut aller commencer par récupérer le village avant de s'attaquer aux ADF. Ça devient quand même un problème aussi pour les militaires».

Théodore Ngoy : « Martin Fayulu n'est pas le candidat commun de l'opposition ». Théodore Ngoy, candidat à l'élection présidentielle et membre du collectif des candidats présidents de la République, se déclare non concerné par le choix de Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition. « Lorsqu'on en vient à désigner un candidat par trois autres candidats, associés à d'autres opposants qui ne sont pas candidats, il devient le candidat commun de ce groupe-là. Il n'est pas le candidat commun de l'opposition », a affirmé Théodore Ngoy. Le collectif des candidats à la présidentielle, dont il est membre, va se réunir pour désigner à son tour son candidat commun.

L'opposition va échouer le 23 décembre, prédit Jean-Lucien Bussa. Les sept membres de l'opposition ont programmé leur un échec, à travers la désignation de Martin Fayulu comme candidat commun, a affirmé lundi 12 novembre le rapporteur du Front commun pour le Congo, Jean-Lucien Bussa. Martin Fayulu a été désigné dimanche 11 novembre, candidat commun de l'opposition pour l'élection présidentielle du 23 décembre. Il promet de mener « le combat pour des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées » et de travailler avec tous ses collègues pour « amener la RDC au développement.»

Pour le FCC, le projet de développement du pays « doit être porté par un groupe crédible. »

Kisangani : grève des professeurs de l'Unikis. Les professeurs de l'Université de Kisangani n'ont pas enseigné lundi 12 novembre matin. Ils exigent la prise en compte de leurs revendications par le gouvernement, avant la reprise d'activités académiques. Leur principale revendication porte sur l'application intégrale de l'accord du 13 octobre 2017 relatif notamment au « paiement de trois paliers devant permettre la récupération du pouvoir d'achat perdu à la suite de la dépréciation du franc congolais. » Les grévistes exigent par ailleurs le remboursement du trop-perçu aux bénéficiaires des véhicules, la livraison de véhicules aux dix-sept professeurs qui n'ont jamais été servis ainsi que la mécanisation des nouvelles unités.

Les états-majors politiques en pré-campagne électorale dans le Sud-Ubangi. La pré-campagne électorale pour les élections du 23 décembre prochain est effective dans la province du Sud-Ubangi. La majorité présidentielle sous la bannière du Front Commun pour le Congo (FCC), le MLC tout comme les centristes de l'ATIC, Alliance pour la transformation intégrale du Congo d'obédience de la majorité présidentielle, mobilisent leurs bases respectives. C'est ce dernier regroupement (ATIC) qui a donné le ton par la tenue des séminaires de formation de ses cadres et candidats aux législatifs tant nationaux que provinciales. Pour sa part, le Front Commun pour le Congo vient de terminer l'implantation des structures de campagne électorale dans cette province à travers le regroupement plateforme des communautés de base que chapeaute Robert Koloba, ancien commissaire spécial du Sud-Ubangi. Cette implantation s'est faite dans le territoire du Sud-Ubangi, la ville de Zongo et au niveau des secteurs. De son côté, le MLC, un des partis de l'opposition, sensibilise sa base à Mbari dans le territoire de Gemena, à Libenge et à Kungu. Les états-majors de campagne de ce parti ont déjà été installés dans ce fief de la présidente de ce parti, Jean-Pierre Bemba.

Haut-Katanga : échauffourées entre police et creuseurs artisanaux à Tenke. La situation reste tendue dans la cité de Tenke, province du Lualaba ce lundi 12 novembre après des échauffourées qui ont opposé ce week-end la police aux

creuseurs artisanaux. En effet, la police des mines chassait des creuseurs artisanaux qui s'étaient introduits dans la concession de l'entreprise minière Tenke Fungurume Mining (TFM) pour exploiter frauduleusement des minerais. Des témoins indiquent que les policiers ont tiré des coups de feu pour disperser les creuseurs. Ces derniers ont réagi en lançant des pierres. Deux creuseurs ont été tués. Par la suite, les creuseurs sont allés piller plusieurs biens se trouvant dans des containers qui servent de logis aux gardes et à la police des mines de l'entreprise.... Quelques manifestants ont été arrêtés.

Ituri : coups de feu à Komanda, 6 présumés bandits aux arrêts. Six présumés bandits armés ont été arrêtés la nuit de dimanche 11 novembre à Komanda, à 75 km au sud-ouest de Bunia dans le territoire d'Irumu.

Les agents de Transco en grève à Kinshasa. Les agents de la société Transport du Congo sont en grève depuis ce lundi 12 novembre matin à Kinshasa. Les grévistes s'opposent au retour aux affaires de Michel Kirumba comme Directeur général. Les agents de Transco l'accusent de mauvaise gestion.

Fayulu candidat commun : l'UDPS donne 48 heures à Felix Tshisekedi pour retirer sa signature. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) donne 48 heures à Félix Tshisekedi, son président et signataire du communiqué des sept leaders de l'opposition désignant Martin Fayulu comme candidat commun à la présidentielle, pour retirer sa signature de ce document. « Nous demandons au président de notre parti de retirer endéans 48 heures, sa signature dans le communiqué final signé à Genève. Nous lui demandons de vite rentrer au pays pour la campagne électorale. L'UDPS s'oppose au boycott des élections, à la transition avec Joseph Kabila. Nous irons aux élections avec ou sans machine à voter. La désignation de Fayulu est un complot contre la République et une volonté manifeste de déstabiliser l'UDPS », a déclaré Jean-Marc Kabund.

Selon lui, la désignation de Martin Fayulu est la preuve d'une mauvaise foi qui anime les acteurs politiques qui ont participé à cette réunion, estimant que Martin Fayulu n'a pas de base électorale.

Kindu : La Symocel forme des observateurs électoraux. La Synergie des Missions d'Observation Citoyenne des Elections a besoin de 580 observateurs électoraux pour un travail de qualité pour les élections de décembre dans la province du Maniema. Pour y arriver, cette structure de la société civile forme des membres des diverses associations. La dernière formation a concerné une trentaine d'anciens observateurs à Kindu.

Manifestation des sympathisants de l'UDPS et de l'UNC pour s'opposer à la désignation de Martin Fayulu. Les sympathisants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et de l'Union pour la Nation congolaise (UNC) ont manifesté ce lundi 12 novembre pour s'opposer à la désignation de Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition. à Kinshasa, à Bukavu, à Kisangani, à Lubumbashi, à Kamina, à Kananga, à Mbandaka. Mais de son côté, le MLC Equateur salue "maturité et unité des opposants à travers le choix porté sur Fayulu". Les partis politiques membres de la plateforme Dynamique de l'opposition Grand Katanga se réjouissent de la désignation de Martin Fayulu. Ils indiquent que le souhait de l'opposition est exaucé.

Marche des étudiants de l'Université de Kinshasa dispersée. Les étudiants ont commencé à marcher depuis le site universitaire. « Mais, en arrivant vers l'Intendance, nous avons trouvé des policiers qui nous ont empêché de manifester par des gaz lacrymogènes et des tirs à balle réelle », a témoigné un manifestant joint au téléphone par Radio Okapi. Selon lui, les policiers ont poursuivi les étudiants jusqu'à l'université notamment dans leurs chambres au home. « Il y a même un étudiant qui a pris une balle. Ce dernier est transféré à l'hôpital après de tractations avec la police », a-t-il poursuivi.

Désignation du candidat commun de l'opposition : Félix Tshisekedi retire sa signature. « Si je suis allé à Genève, c'est quelque part avec l'aval de la base. Car il était question à Genève de trouver un accord pour la désignation d'un candidat commun. Ce n'est pas une initiative personnelle. J'assume cette responsabilité en tant que président de l'UDPS. Il y a ce devoir de redevabilité. La base de l'UDPS est le moteur de notre parti. On ne peut pas se dire leader de l'UDPS sans sa base. Je ne voudrais pas entrer en détails sur les délibérations de nos rencontres de Genève. J'ai défendu jusqu'au bout les intérêts de l'UDPS », poursuit Felix Tshisekedi. Il demande à la base de se mobiliser et l'attendre dans les jours qui viennent. Il va faire à la base le compte rendu des discussions de Genève et "démarrer la campagne électorale".

Mardi 13 novembre.

Vital Kamerhe : « L'UNC reste ouverte à d'autres discussions pour aller aux élections avec d'autres partis ». Le président de l'UNC, Vital Kamerhe, et candidat à la présidentielle du 23 décembre retire sa signature de l'accord de

Genève, désignant Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition. Il souligne que son désengagement est motivé par le respect des principes et de la volonté des militants de son parti, qui ont rejeté cette décision.

Nord-Kivu : la Monusco finance un projet qui vise à réduire les violences communautaires à Kamuronza. Le Centre d'encadrement des enfants vulnérables du Congo (Ceevco) a lancé lundi 12 novembre à Mubambiro son projet sur les activités génératrices des revenus, financé par la Monusco et qui vise à réduire les violences communautaires. Ce projet profitera à 125 anciens combattants et jeunes à risque de Sake, Kimoka et Mubambiro, des villages du territoire de Masisi (Nord-Kivu). « Ce projet aura un impact positif. Parce que nous allons encadrer les jeunes démobilisés et les jeunes à risque. Cela va nous permettre de réduire les violences communautaires, mais aussi les tracasseries, les meurtres, les tueries mais aussi d'autres cas des violences. Nous allons encadrer ces jeunes à risque, les démobilisés et les femmes vulnérables », a expliqué Odette Bonane Buregeya, coordinatrice de l'ONG Ceevco.

Martin Fayulu : « A Genève, j'ai dit que si ce n'était pas moi, j'allais accepter le verdict ». « Moi je suis allé dans cette réunion avec l'idée de se mettre ensemble pour battre le camp AFDL [Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, menée par le feu M'zee Laurent-Désiré Kabila]. Je précise bien, le camp AFDL. Battre ce camp parce qu'il a paupérisé la population. J'ai bien dit que si ce n'était pas moi, j'allais accepter le verdict », a déclaré Martin Fayulu. « Si nous de l'opposition qui accusons le pouvoir kabiliste de ne pas respecter les textes n'arrivons pas à respecter ceux que nous avons nous-mêmes signés, quelle leçon donnons-nous à la population ? », s'interroge Martin Fayulu. Après la signature de l'accord de Genève, deux des sept leaders de l'opposition s'y sont désengagés. Il s'agit de Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe. Ils disent avoir respecté les mots d'ordre de la base et de la direction politique de leurs partis.

Meurtre des experts de l'ONU : le colonel Mambweni affirme n'avoir jamais évoqué avec eux le voyage à Bunkonde. Appelé à la barre dans le procès des présumés assassins des experts de l'ONU, Le colonel Mambweni affirme n'avoir jamais parlé du voyage à Bunkonde avec les deux experts tués en mars 2017 au Kasai. Il reconnaît toutefois s'être entretenu avec les deux experts de l'ONU à trois reprises : le 30 janvier, le 31 janvier et le 9 mars 2017, quelques jours avant leur exécution. Interrogé sur ses relations avec Betu, l'interprète des experts qui les a accompagnés lors de leur voyage à Bunkonde, le colonel affirme l'avoir connu à la fin de l'année 2016. Mais il nie l'avoir présenté aux experts, affirmant que c'est Michael Sharp qui lui a demandé au cours de l'un de leurs entretiens s'il connaissait l'interprète. Le ministère public demande alors à l'officier s'il avait raconté aux experts que Betu était un ancien milicien. Le colonel Mambweni répond n'avoir pas jugé bon de leur donner cette information.

Fayulu candidat commun : « Le retrait de Kamerhe et Tshisekedi était prévisible » (Analyste). « Il fallait s'y attendre, parce que la majorité de la population congolaise attendait avoir un candidat commun, qui a une assiette électorale plus large que les autres. Fort malheureusement, la décision qui est sortie [à Genève] tombait sur un homme qui a l'expérience, l'expertise et un background politique considérable. Mais, par rapport à l'assiette électorale, il ne pèse pas assez suffisamment », a expliqué Joseph Kongolo, analyste politique. Selon lui, la désignation de M. Fayulu a surpris les bases respectives de l'UDPS et de l'UNC, qui avaient déjà « apprêté des affiches avec leurs candidats présidents [...] et tout ce qu'il fallait comme matériel de visibilité ».

Les Congolais ne participent pas au financement de charges publiques, selon le ministre de Budget. « Le budget n'atteignait même pas 4 milliards américains. Aujourd'hui, nous sommes à 6 milliards. C'est que nous sommes en train de progresser. Mais en même temps, il faut que le niveau de notre économie augmente dans la même proportion », a plaidé lundi 12 novembre le ministre du Budget, Pierre Kangudia, lors de la clôture du débat général au Sénat sur le projet de loi des finances pour l'exercice 2019. Selon lui, la RDC compte une forte population. « Mais, c'est une population qui ne participe pas au financement de charges publiques ; parce que cette population n'a pas encore suffisamment de moyens pour le faire. Travaillons pour enrichir la population et que la population enrichisse aussi son Etat », a dit M. Kangudia. Le budget 2019 est élaboré sans l'apport de l'extérieur et est constitué à 88% des ressources nationales alors que dans les années écoulées plus de 60% du budget national venaient de l'extérieur, a-t-il expliqué.

Beni : Mavivi, Vemba, Zuma et Mayangose reveillés par des détonations à l'arme lourde. Des détonations à l'arme lourde ont été entendues tôt le matin de ce mardi 13 novembre dans les quartiers situés dans la partie nord-est de la ville de Beni, notamment à Mavivi, Vemba, Nzuma et Mayangose. Selon des sources militaires, les Fardc appuyées par les Forces de la Monusco pilonnent les positions des rebelles dans cette partie. Makofi Bukuka. Le chef coutumier de Mavivi-Vemba, a confirmé cette information avant d'appeler la population au calme et à la collaboration étroite avec les militaires. « Ces détonations ont fait paniquer la population, mais après beaucoup d'informations, on nous a dit que nos militaires sont en train de faire leur travail », a-t-il indiqué.

Goma : le chef Maï-Maï Sheka est arrivé à Goma pour son procès. Le prévenu et chef de la milice Maï-Maï Nduma Defense of Congo (NDC) Ntabo Ntaberi dit Sheka et l'un de ses co-accusés sont arrivés ce mardi 13 novembre à Goma (Nord-Kivu) où devra se dérouler leurs procès. Sheka s'était rendu le 26 juillet dernier aux forces de la Monusco. Il était sous le coup d'un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité. Il figure également sur la liste des personnalités congolaises soumises à des sanctions par le Conseil de sécurité des Nations unies. Le 6 janvier 2011, les autorités judiciaires congolaises avaient émis un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité à l'encontre de Ntabo Ntaberi Sheka, pour sa responsabilité dans des viols massifs, mais il était toujours en fuite. Ntabo Ntaberi Sheka a « commis de graves violations du droit international en s'en prenant à des enfants », selon le Conseil de sécurité des Nations unies.

RDC : 12,8 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire en 2019 (OCHA). Le Bureau de coordination des Nations unies pour les affaires humanitaires a présenté ce mardi 13 novembre une planification humanitaire chiffrée à 12,8 millions de personnes nécessitant une assistance humanitaire en 2019. Ces données devront servir de repères l'an prochain, indique la coordinatrice pays de OCHA qui précise qu'1,6 milliards dollars de financement sont requis pour des actions humanitaires. Ces actions humanitaires concernent notamment l'éducation et la santé des déplacés internes et des réfugiés.

Kasaï : Un jeune homme de 19 ans tué à Mushenge. Un jeune de 19 ans a été tué le week-end dernier par un policier à Mushenge dans le territoire de Mweka dans le Kasaï. Selon un témoin de l'évènement, « c'est Franklin Pongo, administrateur du territoire assistant de Mweka en mission de service à Mushenge, qui a ordonné à son garde du corps de tirer sur le jeune homme ». Franklin Pongo confirme le meurtre du jeune homme mais dit avoir été agressé par le défunt avec une machette. Son garde du corps a alors tiré par légitime défense, toujours d'après lui.

A Genève, les leaders de l'opposition avaient promis de mettre fin à leur carrière, en cas du non-respect des engagements. « Je m'engage sur l'honneur à respecter scrupuleusement toutes les dispositions de l'accord Lamuka, y compris son préambule ainsi que tous les textes y afférents. Je m'engage en outre à ne pas trahir le peuple Congolais en violant les dispositions précitées. Si je ne respecte pas mes engagements, je mettrai fin à ma carrière politique et je serais soumis à l'opprobre de la Nation et à la sanction de mes pairs ». Ce texte est contenu dans l'acte d'engagement signé par les 7 leaders de l'opposition qui avaient participé aux travaux de Genève qui avaient conduit à la désignation du candidat commune de l'opposition, Martin Fayulu. Le contenu de ces actes d'engagement a été rendu public ce mardi 13 novembre par la fondation Kofi Annan après le retrait des signatures de Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe. La Fondation Kofi Annan affirme qu'elle a été sollicitée pour faciliter le processus de consultation et de concertation entre les partis politiques de l'opposition de la République Démocratique du Congo du 9 au 11 novembre 2018 à Genève. « Dans l'intérêt de la transparence, et après avoir informé les signataires, nous publions les actes d'engagement conclus à l'issue du dialogue de Genève en présence du facilitateur de la Fondation », indique le communiqué de la fondation Kofi Annan.

Mercredi 14 novembre.

Une panne informatique bloque la délivrance des plaques d'immatriculation à Kinshasa. La division véhicule de la Direction générale urbaine des impôts à Kinshasa n'est plus en mesure de délivrer aux requérants les plaques d'immatriculation des véhicules depuis jeudi 8 novembre dernier. Selon des sources de cette unité, une panne technique au niveau des réseaux informatiques empêche la délivrance des documents d'octroi de ces plaques d'immatriculation dont le stock n'est pas épuisé. C'est un préjudice pour plusieurs requérants qui ne savent plus mettre en circulation leurs véhicules. Près de 500 dossiers de demandes de plaques d'immatriculation trainent à la division véhicule au niveau de la 7ème rue Limete.

Ituri : environ 7 000 femmes souffrent des fistules. Environ sept mille femmes souffrent des fistules dans les différentes localités de la province de l'Ituri. La division provinciale de la Santé a publié ces statistiques mardi 13 novembre à Bunia, à l'occasion de la clôture de la campagne de réparation gratuite de 55 femmes fistuleuses grâce au financement du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Selon le médecin chef de division intérimaire, Prosper Ukurfwa, ce chiffre « alarmant » est consécutif aux accouchements qui se font à domicile et aux mauvaises conditions de prise en charge des femmes enceintes dans certaines structures sanitaires. Les victimes, dont certaines sont chassées de leur foyer ou abandonnées par leurs membres de familles, vivent en clandestinité sans espoir de retrouver leur dignité.

RDC : le diabète est devenu un problème de santé publique, alerte le Dr Mbenza. Le docteur Guy Mbenza, diabétologue et président de l'association « Vaincre le diabète au Congo », a affirmé mardi 13 novembre que le diabète en RDC est devenu un problème de santé publique. Il a fait cette déclaration à l'occasion de la journée mondiale du diabète célébrée ce mercredi 14 novembre sous le thème "diabète et famille". Il note que le nombre croissant des personnes

souffrant de cette maladie doit entraîner des programmes d'éducation et de sensibilisation. Et pour ce médecin, cela commence en famille. « Nous devons commencer d'abord par l'éducation, apprendre au patient d'abord d'accepter son état, ensuite comment vivre avec le diabète. C'est un grand cours parce qu'on lui apprend comment manger, comment s'injecter de l'insuline... ».

Jacques Djoli reste optimiste pour la suite de l'accord de Genève. « Dans une élection normale en RDC, il est difficile de battre 2 ou même 3 candidats de l'opposition. Nous restons donc optimistes », a déclaré mercredi 14 novembre à Radio Okapi, Jacques Djoli, inspecteur Général du MLC, dont le chef Jean-Pierre Bemba a signé l'accord de Genève désignant Martin Fayulu, candidat de l'opposition à la présidentielle de décembre. Jacques Djoli regrette que les considérations des bases de l'UDPS et de l'UNC aient été prises en compte par les leaders de ces partis après qu'ils ont signé l'accord de Genève.

Le projet de loi sur le commerce des armes légères approuvé. La Commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale a adopté mardi 13 novembre le projet de loi autorisant la ratification de la convention de l'Afrique Centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre. Le texte va à présent être soumis à la plénière pour débat et vote définitif. La ratification de cette convention et celle du Traité sur le commerce des armes, TCA, sont très attendues par la population et la société civile de l'est de la RDC au regard de l'activisme des groupes armés dans cette partie du pays.

Kananga: validation du Plan de développement du Kasai-Central. Un plan quinquennal pour le développement du Kasai-central est désormais établi. Plus de 200 acteurs de différents secteurs ont pris part à l'adoption de ce plan. Parmi les besoins prioritaires définis, les participants ont proposé notamment la relance du secteur agricole et la modernisation des infrastructures routières et scolaires de la province.

Sud-Kivu : des morts enregistrés dans les affrontements entre rebelles et armée burundaise. Une dizaine de morts ont été enregistrés dans les affrontements entre les militaires burundais et les rebelles burundais des Forces nationales pour la libération (FNL) à Uvira et Fizi, dans la province du Sud-Kivu. Des sources des FARDC ont précisé, mercredi 14 novembre, que seize personnes au total ont péri lors de ces combats. Plusieurs armes et munitions ont été récupérées par l'armée burundaise en opérations dans les hauts plateaux d'Uvira, ajoutent ces sources. La société civile rapporte plusieurs attaques des hommes armés et des enlèvements qui s'intensifient ces derniers jours dans ces deux territoires. Et demande aux FARDC de rétablir la paix dans cette partie de la province.

Ocha assiste les expulsés d'Angola établis à Kamako. L'agence onusienne chargée des affaires humanitaires (OCHA) fait savoir que plusieurs personnes expulsées d'Angola ont déjà commencé à recevoir une assistance à Kamako, une cité du Kasai où des dizaines de milliers de Congolais sont arrivés après leur expulsion. Actuellement dix-neuf organisations partenaires d'OCHA travaillent sur le terrain dans différents domaines d'intervention. « Il s'agit notamment de l'eau, de l'hygiène et assainissement, de la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, la protection, les articles ménagers essentiels. Dans tous ces domaines, les acteurs sont déjà présents sur le terrain. Déjà maintenant, on peut dire que plus de 22 000 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire. Dans le domaine de la santé reproductive, il y a eu plus de 69 000 personnes assistées», précise le responsable onusien.

Ituri : la société civile déplore les conditions de détention à Mongbwalu. Un prévenu est décédé la nuit de dimanche à lundi 12 novembre dernier dans un cachot de Mongbwalu dépendant du parquet de Djugu. Dans deux documents dont un communiqué de presse publié mercredi, la société civile dénonce des détentions irrégulières, des amendes exorbitantes allant de 500 à 6 000 dollars américains qu'impose le parquet aux personnes détenues. Selon le président de la société civile de Mongbwalu, Denis Anamalisi Masiko, plus de 100 détenus sont enfermés dans une petite cellule de 3 mètres sur 6 dans des conditions précaires. Ce qui serait à la base des décès de plusieurs détenus, selon lui. La société civile en a dénombré déjà 18 depuis le début de l'année. Ces détenus « manquent de nourriture, de soins médicaux, d'eau potable et de place pour dormir ».

Ebola : 2 nouveaux cas à Beni. Deux nouvelles personnes sont atteintes de la maladie à virus Ebola dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu. Depuis le début de l'épidémie le 1er août dernier, 339 cas ont été identifiés dont 301 confirmés et 38 probables. Au total, il y a eu 212 décès. Par ailleurs, 49 cas suspects sont en cours d'investigation et 3 nouvelles personnes sont guéries. Déjà 29.560 personnes ont été vaccinées.

Haut Katanga : un parking de 1200 véhicules en construction à Kasumbalesa. Un parking hautement surveillé par des caméras, avec une capacité de 1 200 véhicules et gros camions, est en construction au poste-frontière de Kasumbalesa. Ce

parking a notamment pour but de désengorger le tronçon routier Lumbashi-Kasumbalesa. Cet axe est actuellement bloqué de part et d'autre par plusieurs camions.

Des progrès encore nécessaires pour créer un environnement propice à des élections crédibles (ONU). Pour Mme Zerrougui, davantage de progrès dans la mise en œuvre des mesures de confiance et l'existence de conditions de compétition politique équitables renforceront considérablement la crédibilité des bureaux de vote et contribueront à la stabilité post-électorale. « Notre objectif collectif doit maintenant être de garantir la crédibilité du processus », a déclaré la Représentante spéciale, soulignant l'importance pour tous les candidats de disposer d'un accès égal à l'espace politique pendant la campagne électorale et de lever systématiquement les restrictions concernant les manifestations pacifiques dans tout le pays. « En dépit de la persistance de divergences portant notamment sur l'usage de la machine à voter et la fiabilité du fichier électoral, toutes les parties prenantes restent résolument engagées dans le processus électoral », a déclaré Leila Zerrougui.

Kinshasa ne dégage que 20 000 tonnes d'immondices sur les 90 000 produites par jour. La Régie d'assainissement de Kinshasa a affirmé ce mercredi 14 novembre que la ville de Kinshasa produit par jour 90 000 tonnes de déchets, mais elle n'en dégage que 20 000 au quotidien par manque des moyens. Dans ces conditions, il est difficile de rendre la ville propre, note la même source. Le directeur général de la Régie d'assainissement de Kinshasa, Anderson Vantoto, renseigne qu'il travaille avec peu des moyens. Il estime qu'il lui faut 12 millions de dollars par an pour assainir la capitale. Pourtant, fait-il remarquer, il travaille avec un budget de 400 000 dollars par an. Ce qui représente, d'après lui, un budget d'assainissement d'une commune. Faute d'avoir été évacuées à temps, des immondices jonchent le sol dans plusieurs communes de la ville de Kinshasa. Dans certains endroits, ils obstruent même le passage, empêchant la population, surtout celle qui vit à proximité de ces lieux, de prendre de l'air frais et pur.

Jeudi 15 novembre.

Le revirement de Tshisekedi et Kamerhe ne remet pas en cause le travail de toute l'opposition (Theodore Ngoy). Ce collectif appelle à l'unité de toute l'opposition pour gagner l'élection présidentielle de décembre 2018. « Après la cacophonie créée par deux leaders qui ont été à Genève et qui se sont retirés de l'accord signé par eux avec un acte d'engagement, nous avons voulu dire que l'opposition est rassemblée et elle est une. Qu'il y ait quelques personnes qui montrent par là qu'elles ne peuvent pas exercer les fonctions d'Etat, cela ne remet pas en cause les autres opposants qui vont travailler ensemble pour gagner cette élection. Le peuple congolais choisira un candidat de l'opposition [à la présidentielle de décembre]», a indiqué Theodore Ngoyi, porte-parole de ce collectif. Cette déclaration a été signée par: Theodore Ngoyi, Tryphon Kin-Kiey, Sylvain Maurice Masheke, Jean-Claude Mushe pour le compte de Marie-José Ifoku, Jean Philibert Mabaya, Fidèle Babala pour Jean-Pierre Bemba, Jean Bertrand Ewanga pour Moïse Katumbi, Jean Felix Senga pour Martin Fayulu, Kasongo Numbi pour Adolphe Muzito.

200 candidats obtiennent la bourse émergence pour des études en sciences, techniques et innovations à l'étranger. Le ministre de l'Enseignement Supérieur et Université (ESU) a octroyé la Bourse d'Émergence aux 200 candidats présélectionnés sur l'ensemble du pays par le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire pour poursuivre la formation de troisième cycle en sciences, techniques et innovations à l'étranger. La formation se déroulera en Afrique du Sud, en Corée du Sud et au Canada. Cela permettra à la RDC d'avoir les professeurs d'universités en sciences, techniques et innovations. Steve Mbikayi a évoqué pour ce faire l'objectif que vise le gouvernement à travers cette bourse. « On veut que notre pays soit émergent à l'horizon 2030, ...voilà pourquoi notre gouvernement a opté pour cette bourse pour l'émergence du Congo pour envoyer nos enfants, nos filles et fils dans les pays les plus avancés pour nous importer le savoir et le savoir-faire technologique et scientifique », a-t-il révélé.

La Ceni déploie le matériel électoral à Kwilu et Kwango. La Ceni a déployé mercredi 14 novembre, du matériel électoral dans les provinces du Kwango et Kwilu. Selon son rapporteur, Jean-Pierre Kalamba, trente-cinq camions ont quitté Kinshasa à destination de ces deux provinces avec des isoïers, de l'encre indélébile, des kits des bureaux de vote, des kits de dépouillement et des machines à voter. Le 4 novembre dernier, un lot d'isoïers, d'urnes et de l'encre indélébile a été déployé à l'antenne du territoire de Kasenga dans le Haut-Katanga.

RDC : « Le Congo mérite mieux qu'une classe politique à la solde de l'étranger », estime Néhémie Mwilanya. Réagissant à la rencontre des opposants à Genève qui ont désigné Martin Fayulu comme candidat commun à la présidentielle, il a affirmé que la RDC mérite mieux que cette classe politique qui « veut accéder aux hautes charges d'Etat, mais qui n'a ni le sens de responsabilité ni le respect de la parole donnée ». « Le FCC n'est pas arrangé des contradictions, l'immaturation et d'autres qualificatifs qu'on peut apporter à l'opposition et à ses agissements », a-t-il précisé. Selon lui, sa plateforme travaille suivant un crédo : faire adhérer le gros de la population à ce crédo et à l'intérêt national.

Nord-Kivu : une trentaine de déplacés de Nyabiondo victimes des exactions commises par le NDC/Rénové. Dans l'avant midi du lundi 12 novembre à Bwabo, les combattants NDC/Rénové d'un certain Ndahisa, ont érigé une barrière illégale dans cette localité située à 15 km de Nyabiondo. Hommes, femmes et enfants qui se rendaient dans leurs champs ont été dénudés, leurs matériels aratoires ravis puis fouettés par les combattants NDC/ Rénové, selon les mêmes sources. Ceux qui revenaient des champs ont eu leurs récoltes ravies. A ce jour, 4 500 ménages déplacés vivent à Nyabiondo, dans des familles d'accueil et dans de conditions très difficiles.

Elections : les jeunes candidats sensibilisés au travail parlementaire à Kinshasa. Le Réseau de jeunes parlementaires a échangé mercredi 14 novembre, à la Halle de la Gombe, avec plusieurs jeunes candidats qui aspirent devenir parlementaires à la prochaine législature. Cet échange de deux jours a permis à ces jeunes candidats de se faire une idée sur la sociologie électorale, un thème exposé par le professeur Kabuya Lumuna. De son côté, le député Patrick Muyaya, président de ce réseau, a attiré l'attention des jeunes candidats sur ce qui les attend et de faire la part de chose entre les promesses de campagne et le travail de parlementaire. L'Union européenne a appuyé l'organisation de ce séminaire. Elle accompagne ces jeunes afin qu'ils battent une campagne réussie.

50 millions USD de la Chine pour construire un centre culturel à Kinshasa. La RDC et la Chine ont signé, mercredi 14 novembre, un protocole d'accord pour la construction d'un centre culturel et artistique pour les pays d'Afrique à Kinshasa, dont le coût s'élève à cinquante millions USD. La durée de travaux n'a pas été révélée. Cet accord prévoit aussi l'extension de l'Institut nationale de préparation professionnelle (INPP) à Kolwezi dans la province du Lualaba. Le coût et la durée des travaux n'ont pas été dévoilés.

Accroissement de 320 gorilles de montagnes en dix ans (UICN). Le nombre de gorilles de montagnes, à la lisière entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda, est passé de 680 individus en 2008 à un peu plus de 1 000 individus en 2018. Les gorilles de montagne du massif des Virunga sont de moins en moins menacés, explique l'UICN, qui précise que la sous-espèce de gorille des montagnes, classée dans la catégorie « Espèce en danger critique » en 1996, est passée désormais dans celle « d'Espèce en Danger. » L'augmentation de la population mondiale du gorilla beringei de 47%, à la base de ce changement de statut, a été rapportée fin mai 2018 par la Collaboration Transfrontalière de Grand Virunga, GVTC, après une enquête réalisée en 2015 et 2016. Une augmentation qui est résultat des efforts transfrontaliers des communautés locales et partenaires de conservation des trois pays qui se partagent les 792 Km², de la seule zone de répartition des gorilles des montagnes au monde.

Kasumbalesa : Monusco et société civile sensibilisent sur la prévention des violences pendant le processus électoral. La section des affaires civiles de la Monusco et le cadre de concertation de la société civile de Kasumbalesa (CAS) ont exhorté mardi 13 novembre les chefs des quartiers, les représentants de la police, les associations des jeunes et autres membres des ONG à éviter les violences pendant cette période électorale. James Nzabara, le sensibilisateur de la Monusco craint de voir les politiciens manipuler facilement certaines couches de la population. Les enfants vivant dans la rue sont souvent utilisés dans les actes de violence.

25 000 cas de choléra recensés en 10 mois. Plus de 25 000 cas de choléra, dont 857 décès, ont été identifiés pendant les dix derniers mois de l'année 2018. L'épidémie a touché principalement 21 des 26 provinces de la RDC, selon un rapport conjoint ministère de la Santé et OMS. Les premiers cas de choléra ont été recensés en janvier 2018. C'est en 2017 que la RDC a connu l'une de ses pires épidémies de choléra depuis des dizaines d'années. 1132 personnes en sont décédées et plus de 53 600 cas suspects ont été recensés, selon un dernier bilan officiel. Le choléra est un problème de santé publique majeur en RDC, où une grande partie de la population vit dans la pauvreté.

Kinshasa : les étudiants protestent contre le décès de leur camarade en caillassant les cliniques universitaires. Les étudiants de l'Université de Kinshasa ont caillassé jeudi 15 novembre après-midi le bâtiment de cliniques universitaires pour manifester leur colère à la suite du décès de leur camarade blessé par balle lors de la manifestation estudiantine de la semaine dernière. L'étudiant décédé avait été blessé lundi dernier lors de la dispersion, par la police, d'une marche des étudiants de l'Université de Kinshasa, qui exigeaient la levée de la grève des professeurs.

Coupure d'eau dans le Sud-Est de Kinshasa. La partie Sud-Est de la ville de Kinshasa a connu une rupture d'eau de la Régie de distribution d'eau depuis mercredi 14 novembre, à la suite des travaux de réhabilitation de la conduite d'eau sur l'avenue Kikwit de Yolo-Ezo. Lemba-Foire, Yolo, Kingambwa, Matonge, immo-Congo sont les quartiers les plus concernés par cette pénurie ainsi que certaines parties de communes de Ngiri-Ngiri et Matete.

Sept casques bleus tués à Beni. Sept casques bleus ont été tués jeudi 15 novembre à Beni (Nord-Kivu) lors des opérations militaires conjointes lancées par l'armée congolaise et la Monusco contre les rebelles des ADF. Les Fardc ont aussi enregistré des morts et des blessés dans leurs rangs, a indiqué la porte-parole de la Mission onusienne, Florence Marchal. Les casques bleus tués sont six Malawites et un Tanzanien. Les rapports initiaux indiquent que dix autres Casques bleus ont été blessés et qu'un autre est porté disparu, selon un communiqué de l'ONU. « Le Secrétaire général des Nations unies a immédiatement condamné la mort de ces casques bleus et présenté ses condoléances à la fois aux familles et aux gouvernements de la Tanzanie et du Malawi. Il a également appelé tous les groupes armés à cesser leurs activités de déstabilisation et à déposer les armes immédiatement. »